SQY > entreprises

LE MAGAZINE DES ACTEURS ÉCONOMIQUES À SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES
NUMÉRO 59 JANVIER-FÉVRIER-MARS 2010
WWW.SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES.FR

grands projets

Vélodrome, en piste pour l'avenir !

l'invité

HERVÉ LE TREUT, DIRECTEUR DE L'IPSL

le dossier

BANQUE / ASSURANCE : UN SECTEUR STRATÉGIQUE

© V. Pictures

KEOPS

VOTRE IMPLANTATION SUR LE TERRITOIRE DE SAINT QUENTIN EN YVELINES

Contact : 01 30 44 38 38

SPECIAL CENTRE

MONTIGNY LE BRETONNEUX

A LOUER BUREAUX

LA PLACE OVALE

BAT A : 4 318 m²

BAT B : 1 782 m² div. à partir de 275 m²

A LOUER BUREAUX

OXFORD

931 m²

Divisibles à partir de 224 m²

GUYANCOURT

A LOUER BUREAUX

LE CALYPSO

3 538 m² en R+3

Non divisibles

A LOUER BUREAUX

PARC ARIANE

3 000 m²

Divisibles à partir 130 m²

KEOPS

CONSEIL EN IMMOBILIER D'ENTREPRISE

éditorial

Les engagements de Copenhague se mesurent à Saint-Quentin-en-Yvelines

À l'heure où nous bouclons ce magazine, se tient la conférence de Copenhague sur le réchauffement climatique, où les chefs d'État du monde entier débattent pour réduire les émissions des gaz à effet de serre. Par les hasards du calendrier, notre agglomération inaugure en ce même mois de décembre 2009 l'Observatoire des sciences de l'Univers de Versailles–Saint-Quentin, ainsi que l'un des principaux laboratoires de l'Institut Pierre-Simon-Laplace (IPSL), pôle d'excellence de renommée mondiale dans les sciences du climat et de l'environnement. Hervé le Treut, directeur de l'IPSL, nous en détaille les secteurs d'intervention, qui sont de toute première importance, notamment en matière d'élaboration d'un modèle planétaire d'évolution du climat. Les engagements de Copenhague se mesureront donc, pour une bonne part, à Saint-Quentin-en-Yvelines !

> « L'agglomération met ainsi en place les conditions d'émergence d'un écosystème de croissance autour des grands enjeux environnementaux. »

Au-delà de l'anecdote, si spectaculaire soit-elle, l'implantation de ces nouveaux équipements doit renforcer les synergies entre la recherche, publique et privée, la formation et les industries innovantes, notamment par la création de start-up. L'agglomération met ainsi en place les conditions d'émergence d'un écosystème de croissance autour des grands enjeux environnementaux. Ce modèle de développement, fondé sur l'équilibre entre l'innovation, le dynamisme économique, mais aussi la solidarité, doit servir de point d'appui au projet d'aménagement de Paris-Saclay. C'est en tout cas mon souhait le plus cher pour que ce projet de territoire à grande échelle prenne tout son sens.

À Saint-Quentin-en-Yvelines, l'innovation ne se limite pas, on le sait, à la seule sphère technologique et industrielle. Je me réjouis donc que voient le jour deux autres projets innovants, chacun dans leur domaine, dont pourront bénéficier l'ensemble des habitants et des salariés de l'agglomération. Il s'agit bien sûr du vélodrome, directement issu du rêve olympique de Paris 2012, dont le cahier des charges prévoit qu'il soit aussi une salle de spectacle et un centre de congrès pour les entreprises. Je pense enfin aux Jardins de Cocagne, dispositif original mêlant les enjeux d'une agriculture périurbaine biologique et ceux de l'insertion professionnelle. C'est aussi comme ça que l'on façonne des territoires à vivre.

Je vous souhaite une excellente année 2010 !

Robert Cadalbert,
Président de la communauté d'agglomération,
Conseiller régional d'Ile-de-France.

SQY entreprises

Magazine édité par la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines - 2, avenue des IV-Pavés-du-Roy - BP 46 - 78185 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex - Tél. : 01 39 44 80 80 • Directeur de la publication : Yves Macheboeuf • Directeur de la rédaction : Laurent Riéra, 01 39 44 81 03 ou laurent.riera@agglo-sqy.fr • Rédacteur en chef : Michel Bazan • Secrétaire de rédaction : Éric Karsenty • Responsable iconographique : Stéphan Joubert • Assistante des éditions : Sabine Courant - Tél. : 01 39 44 76 10 • Régie publicitaire : Andrée Durand-Demeure - Tél. : 01 39 44 81 10 • Réalisation et création couverture : O' COMMUNICATION - 70, rue Jean Bleuzen - 92176 Vanves - 01 41 90 16 10 • Photogravure et impression : La Fertoise, 02 43 93 00 05. Ont collaboré à ce numéro : Christiène Pagard, Élisabeth Charle, Nicolas Gervais, Rosa Maï, Sylvain Reisser, Arnaud Thomelin. Crédits photos : Christian Lauté - photothèque SQY/CA (C. Lauté - M. Lemoine - Jean-Julien Kraemer) - Théâtre de SQY • N° ISSN 1240-5868.

Communauté d'agglomération, direction générale de l'aménagement et du développement - Contacts : William Rousseau, directeur général adjoint : + 33 (0)1 39 44 81 20 ou william.rousseau@agglo-sqy.fr - Elizabeth Rodrigues, chargée de mission veille économique et stratégique : + 33 (0)1 39 44 82 52 ou elizabeth.rodrigues@agglo-sqy.fr. Thierry Cazes, directeur du développement : 01 39 44 81 23 ou thierry.cazes@agglo-sqy.fr

St-Quentin en-Yvelines COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

côté entreprises

Sommaire

l'actualité

La plate-forme de Saint-Quentin prend l'initiative
La Plate-forme Saint-Quentin-en-Yvelines initiative a déjà soutenu quatorze projets et contribué à la création d'une cinquantaine d'emplois. **6**

Un responsable administratif et financier à temps partagé
Dans le cadre de la convention de revitalisation d'Alcatel-Lucent, les PME innovantes peuvent bénéficier d'un DAF à temps partagé. **7**

Thales dynamise le bassin d'emploi
La convention de revitalisation de Thales a permis de créer plus de 400 emplois. Bilan. **8**

Golf : Saint-Quentin vise la Ryder Cup 2018
Si la France est retenue en 2011 pour accueillir la Ryder Cup 2018, cet événement golfique international se tiendra à Saint-Quentin-en-Yvelines. **9**

l'invité

Hervé Le Treut, directeur de l'IPSL
Au printemps, l'Institut Pierre-Simon-Laplace (IPSL) va s'installer près de l'université. Rencontre avec son directeur. **10**

« Faciliter l'emploi de collaborateurs handicapés »
La loi du 11 février 2005 a considérablement changé la donne en matière d'emploi des personnes handicapées. Ce qu'il faut savoir. **14**

management

Les nouveaux marchés au bout de la langue
Les entreprises ont besoin de maîtriser les langues étrangères pour conquérir de nouveaux marchés. Regard sur une offre de formation large et diversifiée. **16**

création

BO Services, réservez votre chauffeur !
Créée en septembre 2009, cette société de location de véhicules avec chauffeur joue la carte du sur mesure et du haut de gamme. **18**

AIS monte en charge
Créée il y a six mois et soutenue par la Plate-forme Saint-Quentin-en-Yvelines initiative, cette entreprise de négoce industriel a déjà recruté huit salariés. **19**

parcours

LMF, une auto-école de poids
En quelques années, cette entreprise spécialisée dans la formation à la conduite d'engins, a multiplié par quinze son chiffre d'affaires. **20**

Emitech fête ses vingt ans
Ce spécialiste des tests, de la certification et de la qualification des produits électroniques est devenu un leader européen dans son domaine. **21**

en pointe

Des experts en milieu hostile
Depuis 1929, l'entreprise Jacquelot PE trouve des solutions à des problèmes particulièrement exigeants. Son activité : le packaging électronique en milieu hostile. **22**

Apageo maintient la pression
Depuis vingt-cinq ans, Apageo est un acteur majeur de la géotechnique en France et exporte aujourd'hui son savoir-faire dans le monde. **23**

le dossier

Banque & assurance, une filière historique
Crédit agricole, Malakoff Médéric, Banque populaire Val de France, Diebold, Paybox… La filière banque – assurance est l'une des filières porteuses de l'agglomération. Tour d'horizon. **24**

automobile

« Reconquérir le segment premium »
Philippe Dehennin, ancien président de la filiale belge de BMW, a pris le volant de la filiale française en 2008. Interview. **30**

recherche

« L'agriculture aux portes de la ville »
Entretien avec Pierre-Henri Duée, président du centre de Versailles-Grignon de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra). **32**

côté aménagement

l'actualité

Vélodrome, en piste pour l'avenir !
En 2013, Saint-Quentin-en-Yvelines ouvrira son vélodrome olympique. Cet équipement proposera de nombreux services aux entreprises. Mode d'emploi. **34**

Une nouvelle fac de médecine en 2012
Un partenariat public-privé (PPP) a été signé avec Bouygues pour la construction d'un bâtiment emblématique, qui accueillera 1 200 étudiants et 250 chercheurs. **36**

Une vitrine de la construction durable
Le futur siège d'ETDE, dans le cœur de ville de Saint-Quentin-en-Yvelines, intègre de multiples innovations pour des performances énergétiques exceptionnelles. **37**

immobilier

Chronique d'une rénovation exemplaire
Le siège de Banque populaire Val de France vient d'être entièrement réhabilité et réaménagé. Un projet particulièrement réussi. **38**

Démolition / reconstruction, acte I
C'est une première à Saint-Quentin. Le Newton III, dans le quartier du Pas-du-Lac, sera bientôt remplacé par un nouvel immeuble baptisé Delta. **39**

Performance énergétique garantie
Le nouveau siège social de Sodexo France affiche des performances énergétiques remarquables, grâce à une nouvelle technologie. **40**

vivre sa ville

l'actualité

Les Jardins de Cocagne cultivent la solidarité
Le Jardin de Cocagne de Magny-les-Hameaux allie insertion par le travail, agriculture bio et circuits courts de distribution. **34**

La mort vous va si bien
Depuis plus de trente ans, André Chabot parcourt les cimetières et témoigne du patrimoine funéraire mondial à travers plus de 165 000 photographies. Exposition. **43**

culture

Chaud-froid pour les gourmets de la culture
De la fraîcheur de février aux premières chaleurs de mai, les salles saint-quentinoises font grimper la température autour d'un florilège d'invités prestigieux. Programme. **44**

automobile

Essai : BMW Série 1 116d : chasseuse de prime
La compacte du constructeur munichois s'adapte à la nouvelle donne écologique sans renoncer à l'agrément de conduite. **46**

Automobile

Segula : projets subventionnés

Dans le cadre de son plan d'appui à la filière automobile, le conseil général des Yvelines a accordé une subvention de 1,5 M€ à deux projets de la société Segula Technologies Matra, basée à Trappes (ex-Matra Automobile Engineering, racheté début 2009 par Segula Technologies, dont le département automobile est installé dans le parc d'affaires Le Val-Saint-Quentin). Ces deux projets portent sur un véhicule de sport électrique et sur un fauteuil électrique pour handicapé. Par ailleurs, le département a lancé un appel à projets de 3 M€ pour la réalisation du véhicule urbain, écologique et économique, à destination des PME innovantes de la filière.

Réseaux

EADS répond aux cyberattaques

EADS Defence & Security a annoncé le 25 novembre 2009 le lancement d'une nouvelle solution d'avant-garde pour la supervision de la sécurité des systèmes d'information. Baptisée « Security Cockpit », cette solution conjugue l'expertise de l'entreprise en matière de communication et de sécurité réseau avec une technologie innovante de la société Erudine. Elle vise à répondre à la multiplication des cyberattaques « professionnelles » et intéresse les gouvernements qui cherchent à sécuriser le volume croissant des communications sensibles en temps réel dans un environnement toujours plus complexe.

Financement

La plate-forme de Saint-Quentin prend l'initiative

Lancée en 2009 pour financer les créateurs, repreneurs et dirigeants de jeunes entreprises de l'agglomération, la Plate-forme Saint-Quentin-en-Yvelines initiative a déjà soutenu quatorze projets et contribué à la création d'une cinquantaine d'emplois.

© C. Lauté

Certains sont artisans comme Didier Godfroy, qui crée une activité de plombier chauffagiste à Élancourt, ou Djamel Fguiri, qui monte son entreprise de rénovation d'intérieur à Guyancourt… D'autres sont commerçants comme Benoît Le Thomas, qui modernise les billards du Manet à Montigny, ou Sophie Rouillat et Thierry Guillemot, qui ont racheté le café Le Manga, dans la même commune… D'autres encore se positionnent dans les services aux entreprises, comme Sébastien Coignard, qui a fondé à Trappes une société d'assistance-dépannage sur site de véhicules utilitaires, ou Éric Belmon qui développe son bureau d'études dans la pépinière d'entreprises Promopole… Enfin, certains ont choisi un créneau plus industriel ou plus high-tech, comme Bruno Chaboisson, PDG d'AIS, une société spécialisée dans le négoce industriel d'appareils d'assemblage et de manutention *(lire pages 19)*, ou comme Kim Huynh et François Ducrocq, cofondateurs de la société Lisotherme, qui fabrique des gels réfrigérants et des emballages isothermes…

12 500 € de prêt en moyenne par projet

Le point commun entre tous ces projets a priori si différents ? Ils font tous partie des premiers dossiers retenus par la Plate-forme Saint-Quentin-en-Yvelines initiative, mise en place cette année par la communauté d'agglomération et la Maison de l'entreprise. Ils ont donc tous bénéficié de prêts d'honneur à taux zéro accordés par ce nouveau dispositif destiné aux créateurs, repreneurs et dirigeants de jeunes entreprises (moins de trois ans d'activité) de l'agglomération.

Au cours de ses six premiers comités d'agrément (de début avril à fin octobre), la plate-forme a étudié dix-sept dossiers. L'un d'entre eux a été refusé et deux autres ont été abandonnés. Résultat : quatorze projets ont été effectivement financés et ont bénéficié en moyenne d'un prêt de 12 500 €; le montant distribué totalisant 177 500 €.

Ces projets ont débouché pour l'instant sur la création de quarante-six emplois, ce qui situe le coût de l'emploi créé autour de 3 900 €. *« Un chiffre d'autant plus intéressant qu'il ne s'agit pas de subventions, mais de prêts destinés à être remboursés, et qu'une dizaine de nouveaux emplois devraient être créés en 2010 par ces entreprises »*, précise Jean-Luc Mairot, directeur de la Maison de l'entreprise. Cinq à six nouveaux projets devaient également être agréés d'ici la fin de l'année 2009.

Revitalisation

Un responsable administratif et financier à temps partagé

La convention de revitalisation signée entre Alcatel-Lucent et l'État intègre plusieurs actions à Saint-Quentin-en-Yvelines. Parmi elles, la création d'un réseau de directeurs administratif et financier à temps partagé, pour les PME et TPE du territoire.

« *L'idée est d'apporter l'aide d'un directeur administratif et financier [DAF] à temps partagé à des PME et des TPE en développement, pour renforcer leurs capacités en gestion* », explique Pierre de Villeneuve, de la société Altedia, en charge de la mise en œuvre de cette action. « *Il ne s'agit pas d'une embauche en CDI, mais d'une action ciblée, un à deux jours par semaine pour un total de 20 à 30 jours.* » Mettre en place des outils de gestion et de pilotage, accompagner la croissance et le développement de la société, aider le dirigeant dans sa recherche de financement (business plan, relation avec les investisseurs), assurer le lien avec les organismes d'aides (Oséo, etc.), faire évoluer la structure juridique de l'entreprise… Autant de missions qui peuvent être assumées par ce responsable administratif et financier, dont le coût est pris en charge à 50 % par la convention de revitalisation. Ce qui permet au chef d'entreprise de rester concentré sur son activité.

Avant de mettre en place ce dispositif, il s'agit de bien définir les besoins spécifiques de l'entreprise, puis le champ de compétences et la durée de l'intervention », souligne Pierre de Villeneuve.

À ce jour, six entreprises ont déjà bénéficié du dispositif (ADH Solution, ArrayGenomics, EuroMev, Geosystems, Resix et Genewave).

Pour développer cette action, Altedia travaille avec plusieurs partenaires, dont le cabinet de management de transition Immédia, qui dispose d'un vivier de DAF expérimentés, ainsi qu'avec la Maison de l'entreprise et Promopole.

Contact : Pierre de Villeneuve. Tél. : 01 44 91 56 00
E-mail : pdevileneuve@altedia.fr

Echanges

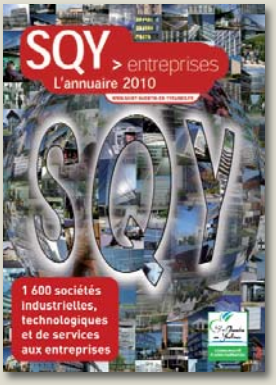
Attractivité et grands projets

Le Conseil de développement de Saint-Quentin-en-Yvelines (Codesqy) a organisé le 21 novembre dernier ses 6es rencontres avec les élus de l'agglomération. Thème de cette réunion : l'attractivité économique du territoire saint-quentinois dans le contexte des grands projets franciliens. Une table ronde suivie d'un débat auquel ont notamment participé : Sylvie Faucheux, présidente de l'université de Versailles-Saint-Quentin (UVSQ), Pierre Veltz, délégué ministériel pour l'Opération d'intérêt national (OIN) Paris-Saclay, Robert Cadalbert, président de la communauté d'agglomération (CA), François Deligné, vice-président de la CA chargé des affaires économiques, ainsi que des représentants de grandes entreprises du territoire comme Renault, EADS, Thales, et des PME innovantes comme Atersim.

« *Une bonne trentaine d'élus et autant de membres du Codesqy ont participé à cette réunion* », précise Michèle Choserot, du Codesqy. *Les échanges ont été très animés, notamment avec les entreprises.* » Parmi les messages forts, on retiendra celui de l'université, qui a réaffirmé sa volonté de travailler avec les entreprises, et celui des élus qui souhaitent que Saint-Quentin-en-Yvelines puisse conforter sa position de pôle d'innovation au sein de l'OIN.

Guide

Annuaire 2010 des entreprises



L'annuaire 2010 des entreprises de Saint-Quentin-en-Yvelines est arrivé. Outil destiné aux chefs d'entreprise, aux salariés, aux créateurs d'entreprise, aux demandeurs d'emploi et aux étudiants, il recense 1 600 sociétés industrielles, technologiques et de services aux entreprises implantées dans l'agglomération. Vous le trouverez à la Maison de l'entreprise, à l'office de tourisme, à l'hôtel d'agglomération et dans les mairies des sept communes. Une version téléchargeable (format pdf) est accessible sur le site www.saint-quentin-en-yvelines.fr

Agenda

Rencontres économiques

La Maison de l'entreprise organise, le 19 janvier, de 8 h 30 à 10 h, à l'hôtel d'agglomération, une rencontre économique sur la loi de finances 2010. Le 23 mars (même lieu, même heure), les chefs d'entreprise plancheront sur le thème « Saint-Quentin-en-Yvelines, territoire de projets ». Quant aux Assises de l'emploi, elles se tiendront dans la matinée du 11 février et s'intéresseront notamment aux contrats en alternance. Tél. : 01 39 30 51 30

Convention

Thales dynamise le bassin d'emploi

Les actions engagées dans le cadre de la convention de revitalisation de Thales Systèmes Aéroportés ont permis de créer plus de quatre cents emplois dans l'agglomération et ses environs. Une application exemplaire de la loi pour la cohésion sociale.

Le 21 septembre 2006, après une réorganisation ayant entraîné la suppression de 250 emplois sur le site d'Élancourt, Thales Systèmes Aéroportés (TAS) signait une convention avec l'État pour contribuer à la revitalisation du bassin d'emploi, dans le cadre de la loi de janvier 2005 pour la cohésion sociale. Pour cela, TAS a mobilisé un budget de 900 000 €. Trois ans après, le 29 octobre dernier, la convention se clôturait en présence des représentants de l'État, du département, de l'agglomération, de dirigeants de Thales et de partenaires de la convention (Maison de l'entreprise, Promopole, club Face 78, Scientipôle Initiative). L'occasion de dresser un bilan positif, tant en termes d'emplois créés que sur le plan de la qualité de la coopération entre les différentes structures.

© C. Lauté

La convention de revitalisation de Thales Systèmes Aéroportés a été clôturée le 29 octobre dernier. L'occasion de tirer un bilan positif, tant en termes d'emplois créés que sur le plan de la qualité de la coopération entre les différentes structures.

Actions ciblées

Une première action, visant à soutenir des PME en création ou en développement, en partenariat avec Oséo, a permis d'aider neuf entreprises prévoyant la création de 130 emplois. Fin octobre 2009, 97 emplois avaient été effectivement créés. Une deuxième action, ciblant les TPE ayant un projet de développement, a permis d'aider dix-neuf entreprises, pour un potentiel de 125 emplois. À la date de clôture de la convention, 102 emplois avaient été validés.

« *Les financements accordés sont des prêts qui se transforment en subventions une fois les emplois effectivement créés* », précise Jean-Luc Maletras de la société Geris, filiale de Thales en charge du déploiement de la convention. « *La fin de période de validation des emplois a été repoussée au 31 décembre 2009. Les prêts obtenus pour des emplois non finalisés à cette date devront être remboursés et les sommes correspondantes seront consacrées à d'autres actions en faveur de l'emploi sur le territoire.* »

Dans le cadre de cette convention, Thales a également participé au financement de la Plate-forme Saint-Quentin-en-Yvelines initiative, qui a déjà permis de créer 45 emplois. L'entreprise a aussi apporté son concours financier à Scientipôle initiative, qui finance des entreprises innovantes de la région Ile-de-France. Sept entreprises ont bénéficié de prêts sans intérêts, dont cinq basées à Saint-Quentin (Sestream, Tondeus'eco, Adimel, Optinnova et Lisotherme), pour 20 emplois créés. Enfin, en participant à l'action en faveur des demandeurs d'emploi en difficulté du club Face 78, la convention a permis d'aider 167 jeunes à retrouver un emploi.

Michel Bazan

Les entreprises aidées

Sur les vingt-huit entreprises aidées dans le cadre des deux premières actions de la convention, vingt-deux sont basées à Saint-Quentin, dont quatorze dans les pépinières de Promopole à Montigny et à Trappes : A2R Electronique, Acamas Electronique, Ares, Artemis Networks, ATL, Brain Networks, CFM Project Management, Clindatafirst, Controlsys, Eco Conseil Habitat, Elapse, Estech, Eurostep, Flex-en-France, Geosystems, Imprimerie de l'Orangeraie, Kalis, Lisotherme, Merchandising +, Parabellum, Viotech Communications, Viscomp.

Golf

Saint-Quentin vise la Ryder Cup 2018

Si la France est retenue en 2011 pour accueillir la Ryder Cup 2018, cet événement golfique d'envergure internationale se tiendra sur le golf national de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Chaque année, le Golf national de Saint-Quentin-en-Yvelines est le théâtre de l'Open de France, une des principales étapes du circuit professionnel européen. En 2018, le somptueux parcours de l'Albatros pourrait prendre encore plus d'envergure en accueillant la Ryder Cup. C'est en tout cas le souhait formulé par la communauté d'agglomération, qui s'est engagée au côté de la Fédération française de golf dans la candidature hexagonale à l'organisation de cette manifestation de renommée internationale.

© S. Joubert

Disputée tous les deux ans, la Ryder Cup est une compétition par équipes qui met aux prises, depuis 1927, les meilleurs golfeurs états-uniens et leurs homologues européens. La compétition étant accueillie en alternance par les deux continents, l'édition 2018 se déroulera en Europe continentale (après le Pays de Galles en 2010 et l'Écosse en 2014). Les six pays candidats – la France, les Pays-Bas, l'Allemagne, le Portugal, la Suède et l'Espagne – connaîtront le choix définitif en 2011. D'ici là, la communauté d'agglomération appelle les sociétés implantées à Saint- Quentin-en-Yvelines à se rassembler au sein d'un club des entreprises, afin de soutenir un projet aux retombées multiples, tant sur le plan économique et qu'en terme de notoriété.

www.rydercup.com

Semaine de l'emploi

5 forums du recrutement

Dans le cadre de la Semaine de l'emploi de Saint-Quentin-en-Yvelines, qui se déroulera du 11 au 19 février, quatre forums du recrutement thématiques sont organisés :

- **lundi 15 février, au Prisme :** hôtellerie, restauration, commerce ;
- **mercredi 17 février, au centre commercial SQY Ouest :** métiers du tertiaire (banque, assurance, etc.) ;
- **jeudi 18 février, à la Maison de l'environnement :** métiers de l'environnement ;
- **vendredi 19 février, à la mairie de Trappes :** aide à la personne.

Un cinquième forum, destiné aux jeunes diplômés, aura également lieu à l'université.

Les entreprises qui recrutent dans ces secteurs et qui souhaitent accueillir des candidats sur leur stand lors de ces forums peuvent s'inscrire auprès de Christine Hegly-Delfour (tél. : 01 39 44 79 51).

Technologie

Optinnova lance la commercialisation

La start-up saint-quentinoise, qui innove dans les tableaux numériques interactifs, affirme aujourd'hui sa maturité commerciale

Présente pour la première fois au salon Edacatec-Educatice 2009, du 18 au 20 novembre dernier à Paris, la société Optinnova a mesuré en direct l'intérêt que de nombreux prospects portaient à sa solution innovante. Elle a même enregistré sa première commande auprès d'une société d'édition. Créée en 2005 par Alain Boissier à Montigny-le-Bretonneux, la société s'est considérablement renforcée ces derniers mois et emploie aujourd'hui huit salariés. Désormais dotée d'un produit finalisé et d'une équipe commerciale opérationnelle, Optinnova peut se lancer à l'assaut des marchés de l'éducation, de la formation et de l'entreprise. Elle compte bien les séduire grâce aux qualités spécifiques de ses tableaux numériques interactifs (TNI).

Optinnova propose en effet une solution innovante, fondée sur la technologie de l'électro-optique. Contrairement aux produits concurrents, l'intelligence du système n'est pas située dans le tableau – une planche de bois sans maillage électronique –, mais dans le stylet multifonction qui l'accompagne. D'où la robustesse de l'Optiboard, qui est son principal atout, particulièrement dans un environnement scolaire.

« Optinnova vise d'abord le marché de l'éducation au sens large, qui est le plus mature », explique Thierry Bresler, directeur commercial. *« Mais l'Optiboard, particulièrement adapté aux présentations PowerPoint, devrait également intéresser les entreprises. »*

www.optinnova.com

© Optinnova

Recherche

« Une installation de référence pour une nouvelle dynamique »

Hervé Le Treut, directeur de l'IPSL

L'un des principaux laboratoires de l'Institut Pierre-Simon-Laplace (IPSL), pôle d'excellence de renommée mondiale dans les sciences du climat et de l'environnement, et l'Observatoire des sciences de l'Univers de l'université de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines (OVSQ), vont s'installer au printemps prochain dans le parc des Sources-de-la-Bièvre, à Guyancourt. Entretien avec Hervé Le Treut, directeur de l'IPSL.

© C. Lauté

***SQY entreprises :* Pouvez-vous tout d'abord nous présenter l'IPSL ?**

Hervé Le Treut : L'IPSL est une fédération de recherche regroupant six laboratoires en région parisienne *(lire l'encadré)*, dont les thématiques concernent le climat et les planètes. Ces six laboratoires mettent en commun des systèmes de modélisation et d'instrumentation. L'objectif est de créer ces grands outils, de partager de l'information et d'insuffler une dynamique scientifique sur ces problèmes complexes et multidisciplinaires, en se plaçant au niveau international. L'élaboration d'un modèle d'évolution du climat ou la mise au point d'instruments d'observation nécessite de regrouper un noyau dur de plusieurs dizaines de personnes et, au-delà, d'entraîner dans sa spirale plusieurs centaines de personnes.

Comment se positionne l'OVSQ par rapport à l'IPSL ?

L'OVSQ est un Observatoire des sciences de l'Univers (OSU), c'est-à-dire un lieu de contractualisation entre une université, en l'occurrence l'université de Versailles – Saint-Quentin (UVSQ), et l'Institut national des sciences de l'Univers (Insu), qui est une branche du CNRS. L'OVSQ est un lieu de partage à l'échelle de l'UVSQ, qui va impliquer deux laboratoires de l'IPSL, le Latmos et le LSCE, mais aussi des chercheurs de disciplines différentes, comme des médecins travaillant sur les questions de santé et d'environnement, des économistes du C3ED (Centre d'économie et d'éthique pour l'environnement et le développement), ainsi qu'un nouveau centre de recherche travaillant sur les régions polaires – associé à l'arrivée à l'UVSQ du fonds Jean-Malaurie (1). L'objectif de l'OVSQ est de mettre en place des partenariats transdisciplinaires, étudiant jusqu'aux conséquences des changements climatiques sur la société.

Sur le site, un nouveau bâtiment de 9 500 m², sur trois niveaux, a été construit. Réalisé par le cabinet d'architecture Michel Rémon, il privilégie l'intégration et l'harmonie avec l'environnement existant.

Ce sont donc deux types de solidarités croisées qui vont s'articuler sur le nouveau site de Saint-Quentin, l'une concernant les disciplines « dures » des sciences du climat (l'IPSL) et l'autre à vocation plus transdisciplinaire (l'OVSQ). L'une des missions de l'OVSQ est aussi d'assurer des observations, en particulier sur le cycle du carbone et sur les questions de santé et d'environnement. L'administrateur de l'OVSQ est Daniel Vidal-Madjar.

Quels sont les laboratoires qui seront implantés sur le nouveau site de Saint-Quentin ?

Ce nouveau site accueillera à terme environ 350 personnes, dont 250 dès le printemps 2010. L'un des principaux laboratoires de l'IPSL, le Latmos, sera essentiellement basé ici, ainsi que l'OVSQ. La grande force de ce bâtiment, c'est qu'il a été conçu pour être une installation spatiale de référence en région parisienne. Il dispose d'une halle et de chambres blanches pour fabriquer et intégrer des instruments d'observation destinés à être placés sur des ballons, des avions ou des satellites. C'est cette dimension de recherche spatiale, portée par le Latmos, l'IPSL et l'OVSQ, qui sera concentrée à Guyancourt. Point d'aboutissement d'un effort de quinze ans, cette implantation phare est destinée à stimuler les collaborations scientifiques,

> **Le nouveau site accueillera 250 chercheurs dès le printemps 2010.**

Les six laboratoires de l'IPSL

LMD : Laboratoire de météorologie dynamique. Étudie la dynamique de l'atmosphère et son rôle dans le système climatique. Implanté à Paris 6, à Polytechnique et à l'École normale supérieure. Environ 150 personnes.

Locean : Laboratoire d'océanographie et du climat – expérimentation et approches numériques. Étudie l'océan et la variabilité climatique. Basé à Paris 6. Environ 150 personnes.

Latmos : Laboratoire atmosphères, milieux, observations spatiales. Étudie la chimie de l'atmosphère. Fait partie de l'OVSQ. Implanté essentiellement à l'UVSQ et à Paris 6. Environ 250 personnes.

Lisa : Laboratoire interuniversitaire des systèmes atmosphériques. Étudie le fonctionnement des systèmes atmosphériques et les problèmes de pollution. Situé à Paris 12. Environ 110 personnes.

LSCE : Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement. Étudie les évolutions du climat. Basé au CEA (Commissariat à l'énergie atomique) de Saclay et au CNRS de Gif-sur-Yvette. Fait partie de l'OVSQ. Environ 250 personnes.

LPMAA : Laboratoire de physique moléculaire pour l'atmosphère et l'astrophysique. Étudie la physico-chimie atmosphérique et la mesure de la stratosphère. Basé à Paris 6. Environ 30 personnes.

(1) L'UVSQ accueille désormais le Centre d'études arctiques et sa bibliothèque, le fonds polaire Jean-Malaurie, qui compte quelque 40 000 ouvrages sur les régions polaires, ainsi qu'un catalogue informatisé accessible sur le web.

à initier des échanges avec les entreprises, mais aussi à créer une nouvelle dynamique d'enseignement et de formation au sein de l'UVSQ.

Quels sont les principaux domaines de recherche de l'IPSL ?

Le principal objet de recherche concerne le système climatique et ses différentes composantes : l'atmosphère, les océans, les grands glaciers et les surfaces continentales (végétation, rivières...). Ces différentes composantes sont liées entre elles par des mécanismes physiques (eau, énergie, mouvement) et chimiques (CO_2, ozone, méthane). Tous ces échanges sont étudiés par des physiciens, des chimistes, des biologistes… Ce système climatique n'est pas immobile : il a une variabilité naturelle avec des parties cycliques, chaotiques, prévisibles et imprévisibles. Et l'on sait aujourd'hui qu'il est aussi modifié par les activités humaines. Il s'agit donc de se documenter et d'anticiper les conséquences de ces changements. Pour cet objet d'étude, la planétologie est une référence utile, car l'observation des circulations atmosphériques sur Vénus ou sur Mars apporte des enseignements pour l'étude de la Terre.

Quels sont les outils utilisés pour ces études ?

Il existe deux types d'outils principaux : la modélisation et l'observation. La modélisation est une recréation par le calcul d'un monde virtuel ressemblant au monde réel pour comprendre, se projeter et regarder l'impact de l'augmentation des gaz à effet de serre ou de la diminution de la couche d'ozone. Il s'agit d'un outil expert qui a pris une importance considérable et qui mobilise une partie des forces de l'IPSL.
L'autre outil majeur, c'est l'observation. Elle est réalisée au sol avec des observatoires comme l'OVSQ, mais aussi depuis des avions ou des ballons. En intégrant toutes ces observations, nous réalisons des « campagnes », c'est-à-dire des opérations « coup de poing » multidisciplinaires sur certaines parties du monde, comme l'Afrique en 2007.
L'observation repose également sur l'outil spatial, qui nécessite un effort important de recherche et développement en instrumentation. Le développement de prototypes dans ce domaine sera d'ailleurs l'une des principales vocations du centre de Saint-Quentin. Pour l'observation de la Terre, les concepts mis au point par les laboratoires sont souvent développés avec des industriels, car il existe un marché pour ces instruments – ce qui n'est pas le cas pour l'étude de Mars ou de Vénus.

© DR

© DR

© DR

L'étude des planètes, de l'atmosphère et des océans permet de construire des modèles d'évolution du climat.

Quelle est la contribution de l'IPSL aux travaux du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), lauréat du prix Nobel de la paix en 2007 ?

L'IPSL est l'entité qui a le plus contribué aux travaux du Giec, avec les Anglais du Hadley Centre. Nous intervenons dans des domaines très variés grâce à nos capacités multidisciplinaires. Le grand chantier actuellement en préparation concerne la campagne que nous allons réaliser sur le pourtour méditerranéen. Parmi les thématiques fortes de l'IPSL, figure l'étude des nuages et des précipitations, en particulier dans les régions tropicales, en coopération avec l'Inde… Ou la chimie atmosphérique, qu'il s'agisse de l'étude de la pollution des basses couches de l'atmosphère ou de la surveillance du trou d'ozone dans la stratosphère. Le cycle du carbone est aussi un objet important de modélisation et d'observation, avec notamment un projet de satellite européen destiné à mesurer le CO_2 ou le méthane. L'étude des climats du passé, portée par le LSCE, est également un thème fort.

Quels sont les liens et les coopérations initiés avec les entreprises ?

Le souci de valoriser les recherches réalisées dans les laboratoires émerge de plus en plus, notamment vis-à-vis des problèmes d'environnement, désormais au cœur des problématiques sociétales. Le domaine de l'instrumentation spatiale est celui qui permet le plus d'aller vers les industriels, en particulier en matière d'optique (lidars / lasers et radiomètres) et de micro-ondes (radars). Des start-up se créent autour de toutes ces technologies. Il existe également un tissu d'entreprises dans le domaine spatial qui se sont développées autour du Cnes (Centre national d'études spatiales).
L'IPSL, l'UVSQ et l'OVSQ ont également développé une réponse conjointe au projet KICs (Knowledge and innovation communities) de l'Union européenne, qui vise à créer des lieux où se marient recherche, industrie innovante et formation. Autour de ce projet, des contacts ont été pris avec des entreprises, notamment de grands énergéticiens comme Suez ou Veolia.

Plus généralement, sur tous les problèmes environnementaux, nous avons la volonté avec l'IPSL et l'UVSQ de servir d'experts, notamment en réalisant des études d'impact pour des clients. Dans ce domaine, où la science est en train de se faire, les actions publiques ou privées ont besoin d'être guidées par une expertise scientifique.

Certaines voix, aux États-Unis ou en France, contestent l'influence des activités humaines sur les changements climatiques. Ce fait est-il aujourd'hui définitivement établi ?

Quand on parle de changement climatique, cela recouvre en fait plusieurs questions. La première : les gaz à effet de serre augmentent-ils dans l'atmosphère ? La réponse est oui, sans aucun doute, et même très fortement depuis cinquante ans. La deuxième : cette augmentation des gaz à effet de serre entraîne-t-elle un réchauffement climatique ? La réponse est également oui, sans débat possible. La troisième est plus difficile : le climat va-t-il se réchauffer beaucoup et le phénomène a-t-il déjà commencé ? Dans une perspective à court terme, le diagnostic n'est pas facile. Malgré tout, depuis une quinzaine d'années, on observe des changements qui sont liés de plus en plus clairement aux gaz à effet de serre. Les conséquences majeures se produisent dans les régions polaires et correspondent aux prévisions des scientifiques : fonte du Groenland, de la banquise en été, du permafrost (sol gelé) au Canada ou en Sibérie. On constate également un relèvement du niveau de la mer de trois millimètres par an. On observe aussi des changements des régimes hydriques et des zones de sécheresse. Nous disposons donc d'un ensemble d'indices qui montrent que l'on est au début de quelque chose. C'est un fait avéré, mais il est vrai que dans ce « début », se mêlent effets des activités humaines et cycle naturel.

La complexité des modèles a augmenté sans cesse avec les capacités de calcul des ordinateurs. Mais ce qui est remarquable, c'est que les prévisions que l'on pouvait faire avec des modèles simples dans les années 80 ou 90 n'ont pas été remises en cause par les modèles plus sophistiqués dont nous disposons aujourd'hui. Le message scientifique reste très stable. Nous constatons aujourd'hui que le système climatique commence à changer conformément aux prévisions du premier rapport du Giec en 1990. Pour toute la communauté scientifique, le diagnostic est clair. Cela ne va pas se produire du jour au lendemain, plutôt sur quelques décennies, mais avec un côté irrémédiable : si l'on n'agit pas maintenant, on ne le stoppera pas.

Sur le nouveau site, la maison de maître de la ferme a été conservée et valorisée. Elle donne sur une vaste cour urbaine, mémoire de l'ancienne cour de ferme, conçue comme un lieu essentiel de rencontre.

Propos recueillis par Michel Bazan

Un nouveau site sur une ancienne ferme

Les nouveaux bâtiments de l'IPSL et de l'OVSQ sont situés sur la Ferme de Troux, dans le parc des Sources-de-la-Bièvre, à Guyancourt. En partie laissé à l'état naturel, le parc a fait l'objet d'aménagements paysagers à proximité des bâtiments universitaires Vauban et d'Alembert, de la bibliothèque universitaire et de la future Maison de l'étudiant. Deux bâtiments existants, maison de maître et corps de ferme, totalisant 1 350 m², ont été conservés et valorisés dans le cadre du projet qui intègre la construction d'un nouveau bâtiment de 9 500 m², sur trois niveaux. Signée par le cabinet d'architecture Michel Rémon, cette réalisation privilégie l'intégration et l'harmonie avec l'environnement existant.

Bio express

- **Hervé Le Treut, 53 ans**
- Ancien élève de l'École normale supérieure
- Docteur ès sciences
- Après avoir dirigé le Laboratoire de météorologie dynamique (LMD), il est aujourd'hui directeur de l'IPSL
- Professeur de mécanique à l'École polytechnique
- Membre du Giec et du comité scientifique du Programme climatique mondial.
- Membre de l'Académie des sciences

Maison de l'Entreprise St-Quentin en-Yvelines
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

Ressources humaines

« Il existe de nombreux services pour faciliter l'emploi de collaborateurs handicapés » Anne-Laure Renault

La loi du 11 février 2005 a considérablement changé la donne en matière d'emploi des personnes handicapées. Son objectif : inciter les entreprises à agir. Anne-Laure Renault, chargée de mission Handicap et emploi à Cap emploi 78, nous en rappelle les grands principes.

***SQY entreprises* : La loi du 11 février 2005 a instauré en France le droit des personnes handicapées à participer à la vie sociale et citoyenne. Mais qu'est-ce que cela change au niveau de l'emploi ?**

Anne-Laure Renault : Cette loi rappelle aux entreprises de vingt salariés et plus qu'elles ont l'obligation d'employer 6 % de travailleurs handicapés. Pour répondre à cette contrainte, elles peuvent recruter par elles-mêmes, mais elles peuvent aussi passer des contrats de sous-traitance avec des entreprises adaptées ou des établissements et services d'aide par le travail, employant des travailleurs handicapés. Elles ont aussi la possibilité d'accueillir des demandeurs d'emploi handicapés en formation dans le cadre d'un stage. Les grandes entreprises peuvent par ailleurs conclure un accord de branche avec la direction départementale du travail et de l'emploi. Sur une période de trois ans, elles s'engagent ainsi à embaucher des personnes handicapées ou à maintenir dans leur emploi des salariés en situation de handicap.

Chaque entreprise a le choix parmi ces solutions. Mais que se passe-t-il si elle ne fait rien ?

Elle doit alors verser une contribution à l'Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (Agefiph). Jusqu'en 2009, cette contribution était calculée en fonction du nombre total de salariés présents dans l'entreprise, et elle pouvait atteindre de 400 à 600 fois le Smic horaire par salarié handicapé manquant. À partir du 1er janvier 2010, la loi se durcit avec une contribution qui passe à 1 500 fois le Smic horaire (*lire l'encadré Pénalités*). Et ce pour toutes les entreprises, qu'elles emploient 20 ou 20 000 salariés !

© C. Lauté

Aujourd'hui, la moitié des entreprises concernées par la loi préfèrent payer une cotisation plutôt qu'embaucher un salarié handicapé…

Les mentalités sont en train d'évoluer. De plus en plus d'entreprises prennent conscience que le handicap revêt souvent des aspects méconnus : lombalgies, diabète, allergies, insuffi-

Pénalités : 1 500 fois le Smic horaire

Si, au 1er janvier 2010, votre entreprise (de vingt salariés et plus) n'a engagé aucune action dans le domaine de l'emploi des personnes handicapées pendant une période supérieure à trois ans, elle verra sa contribution à l'Agefiph passer à 1 500 fois le Smic horaire (contre 400 à 600 fois aujourd'hui). Soit près de 13 000 € pour chaque personne handicapée manquante dans ses effectifs !

sance cardiaque… On est donc loin de la représentation commune (aveugle, sourd, paraplégique) qui ne rend pas compte de l'ensemble des personnes en situation de handicap. Dans les faits, seuls 10 % à 15 % des postes en entreprise doivent être aménagés pour recevoir un salarié handicapé. C'est très peu…

Mais comment faire pour recruter ?

Il existe aujourd'hui de nombreux services pour faciliter l'emploi de collaborateurs handicapés et ils sont totalement gratuits pour les entreprises, car financés par l'Agefiph. Pour le recrutement et l'accompagnement dans la prise de poste, les entreprises peuvent s'adresser au Cap emploi de leur département. Il en existe cent sept au niveau national et, pour les Yvelines, cette structure est basée à Montigny-le-Bretonneux. Pour aménager le poste d'un salarié ou favoriser son reclassement, les sociétés peuvent aussi faire appel aux Services d'appui pour le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés (Sameth) et bénéficier ainsi de précieux conseils, mais également d'un accompagnement financier.

Il existe de nombreuses aides financières pour ouvrir l'emploi aux personnes handicapées. Lesquelles ?

Les entreprises qui recrutent peuvent bénéficier de prime à l'insertion et d'aide à la formation. Il existe aussi des financements pour l'aménagement des postes de travail, des aides à la mobilité ou au tutorat… L'important, c'est qu'aujourd'hui les entreprises ne sont plus seules pour faire face à leurs obligations. Il existe un véritable accompagnement, pour le recruté, mais aussi pour le recruteur.

www.agefiph.fr

Propos recueillis
par Christiène Pagard

© C. Lauté

« Les salariés handicapés impulsent un dynamisme et font évoluer les mentalités. C'est une vraie richesse pour l'entreprise », assure Anne-Laure Renault, chargée de mission Handicap et emploi à Cap emploi 78.

CAP EMPLOI 78
23, rue Colbert
78180 Montigny-le-Bretonneux
Tél. : 01 30 57 50 12
Courriel : capemploi78@ihy.fr
www.capemploi.net

Accompagner l'entreprise dans sa démarche

Comme pour tout recrutement, embaucher un salarié handicapé est avant tout une affaire de méthode et même de réseau. *« Beaucoup d'entreprises, et en particulier les PME, ne savent pas comment s'y prendre, où trouver des candidats qualifiés, ni même comment intégrer la notion de différence au sein de leur structure »*, expliquent Delphine Piat-Seguy et Laurence Terrasson (*photo*). C'est pour les aider dans cette démarche que ces deux professionnelles des ressources humaines et du handicap travaillent aujourd'hui comme consultantes handicap diversité.

« Notre objectif est d'accompagner l'entreprise pour répondre à l'obligation légale : du diagnostic-conseil à la formation du personnel, en passant par l'aide au recrutement et au maintien dans l'emploi. » Définition de poste, présélection de candidats, gestion des parcours professionnels des salariés handicapés, mais aussi recherche de financement ou recours au secteur protégé avec la création de partenariats… Les services proposés sont sur mesure. Et lorsque le client ne possède pas en interne les ressources humaines nécessaires, un chef de projet handicap peut être mis à sa disposition en temps partagé. *« Il suffit souvent d'initier la démarche pour lever les préjugés, changer le regard sur celui ou celle qui est différent et ouvrir l'entreprise à la diversité »*, assure Laurence Terrasson. (Tél. : 06 16 38 30 60 - 06 60 46 94 99).

© C. Lauté

International

Les nouveaux marchés au bout de la langue

Les entreprises ont besoin de maîtriser les langues étrangères pour conquérir de nouveaux marchés. À Saint-Quentin-en-Yvelines, elles peuvent s'appuyer sur une offre de formation large et diversifiée.

Les chiffres posent le problème : selon les études les plus récentes[1], près d'un Français sur deux ne maîtrise pas l'anglais. Or le travail d'un salarié sur quatre implique aujourd'hui de parler une langue étrangère. Sachant que 52 % des entreprises réalisent au moins la moitié de leur chiffre d'affaires avec une clientèle non francophone… Et que 40 % déclarent perdre des contrats par manque de multilinguisme. Ce qui hier était anecdotique devient la norme : à l'heure de la mondialisation, les langues étrangères s'imposent. À tous les niveaux de la hiérarchie…

vision of life"
"Toda lingua se aprende más a través del uso que mediante las reglas"
Aprendre une autre langue,
c'est le commencement
d'une nouvelle vie"
ESPACE
TEST DE NIVE
© C. Lauté

Des besoins pluriels

« Jusqu'alors réservé aux seuls cadres en contact avec l'étranger, l'apprentissage des langues concerne aujourd'hui les techniciens et les agents de maîtrise. Demain suivront les employés et les ouvriers. Les besoins sont pluriels et impliquent des formations au cas par cas », constate Laurent Bazin, directeur de l'Institut des langues et des études internationales (Ilei) à l'université de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ). Du sur mesure qui passe, en amont, par des bilans de compétence pour cerner les besoins de chaque entreprise. Quant au contenu de formation, il est professionnalisé. Rédiger un courriel, recevoir des appels, négocier un marché, prendre la parole à une réunion : selon les utilisateurs, les compétences requises diffèrent et les méthodes d'apprentissage s'adaptent. L'Ilei propose ainsi des forfaits combinant une heure de coaching rédactionnel et plusieurs heures de relation téléphonique.

Laurent Bazin, directeur de l'Institut des langues et des études internationales de l'UVSQ (en haut) et Cécile Loyer, responsable marketing d' Auralog (en bas).

Finis les cours traditionnels en classe, les offres de formation proposent aujourd'hui une palette d'outils adaptée aux contraintes de l'entreprise. D'autant que le contexte de crise oblige à des solutions pratiques et économiques.

Des offres souples et flexibles

Auralog, situé à Montigny-le-Bretonneux, est le premier à avoir utilisé une méthode innovante : le e-learning (apprentissage en ligne). Premier éditeur français à avoir introduit la reconnaissance vocale dans ses logiciels d'enseignement, il a décliné sa solution dite « Tell me more » en portail pour la formation professionnelle, en écoles de langues en ligne et en DVD pour les particuliers. *« Nos produits rencontrent un vrai succès notamment pour leur coût, leur flexibilité (l'apprenant se connecte au moment qu'il choisit) et leur accessibilité (sur Internet) »,* explique Cécile Loyer, responsable marketing. C'est la solution choisie par des salariés du Laboratoire national d'essais (LNE) de Trappes qui, sans bouger de leur bureau, peuvent mener une conversation virtuelle avec d'autres élèves du monde entier.

Élisabeth Charle

(1) Sources : Eurostat et Institut des langues et des études internationales de l'UVSQ.

Cours en ligne et tutorat

Les organismes de formation travaillent parfois ensemble sur de nouvelles pratiques. Comme le blended, qui mixe cours en ligne et tuteur. Auralog collabore ainsi avec Berlitz (à Montigny) et avec l'institut des langues de l'UVSQ, avec lequel ils ont développé une formation à distance alliant « Tell me more Campus » et un accompagnement personnalisé par un tuteur.

RESTAURANT LA FLAMBÉE

l'Esprit Bistrot

Midi & Soir

1 RUE JEAN GOUJON "LE MANET"
78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX

restaurantlaflambee.fr

Rapidité et discrétion
Dynamisme et convivialité

Idéal pour repas d'affaires
Formule groupe
à partir de 8 personnes

RÉSERVATION TÉL 01 30 57 32 87 - FAX 01 61 38 00 03

Transport

BO Services, réservez votre chauffeur !

Créée en septembre 2009 par Bruno et Olivier Laffon, BO Services est une société de location de véhicules avec chauffeur, qui joue la carte du sur mesure et du haut de gamme.

Vous cherchez un chauffeur pour vous emmener à l'aéroport de Roissy tous les lundis. Vous aimeriez mettre à disposition de vos clients une voiture de direction pour la journée. Vos salariés ont besoin d'une navette pour se rendre sur des sites éloignés. Pourquoi ne pas opter pour la location de véhicules avec chauffeur ? *« De plus en plus d'entreprises choisissent cette formule pour les déplacements de leurs dirigeants, de leurs cadres ou de certains techniciens »,* assure Bruno Laffon.
À 29 ans, ce professionnel du transport routier de personnes sait de quoi il parle. Après avoir travaillé durant plusieurs années pour une société saint-quentinoise de location de véhicules avec chauffeur, Bruno Laffon a décidé en septembre 2009 de rouler à son compte. Avec son frère Olivier, il crée sa propre entreprise, BO Services, implantée à Élancourt, au cœur du pôle d'activité de Saint-Quentin-en-Yvelines.

© C. Lauté

« Heure de départ, lieu d'arrivée… le client décide de tout. Rien ne lui est imposé », assure Bruno Laffon, cofondateur de BO Services.

24 heures sur 24 et 7 jours sur 7

« Le marché est très porteur, surtout sur un territoire qui accueille de très nombreuses entreprises et beaucoup de sièges sociaux de multinationales. Ce sont, en effet, nos principaux clients, confie Bruno Laffon. *Chez BO Services, c'est le client qui décide de son lieu de départ et d'arrivée, rien ne lui est imposé… Qui plus est, nous travaillons uniquement avec des véhicules de direction et des chauffeurs en costume, dont la priorité est d'assurer la meilleure prestation possible en toute discrétion. »*
À condition de réserver son véhicule 48 heures à l'avance, BO Services assure tous les types de déplacements imaginables, aussi bien professionnels que particuliers, et ce 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. *« Les transferts vers les gares, les aéroports et les lieux de séminaires constituent actuellement l'essentiel de la demande. Mais nous mettons aussi à disposition des véhicules avec chauffeur pour des visites de sites ou l'accueil de délégation. Nous pouvons remplacer des conducteurs en cas de congé maladie ou de perte du permis de conduire. Ou encore assurer des sorties de comités d'entreprises, de la messagerie de petits colis ou de plis urgents »,* indique Bruno Laffon.

Des tarifs au forfait

Transfert vers les gares ou les aéroports, mise à disposition d'un véhicule à l'heure ou à la journée, mais aussi excursions ou visites touristiques en Ile-de-France et en province… Quelle que soit la prestation demandée, le paiement se fait uniquement avec des tarifs fixés à l'avance et donc sans surprise pour le client.

Rosa Maï

BO SERVICES
4, villa Emmanuel-Frémiet
78990 Élancourt
Tél. : 01 34 82 61 20
www.boservices.fr
contact@boservices.fr

Négoce industriel

AIS monte en charge

Entreprise de négoce spécialisée dans l'intégration de matériels d'assemblage et de manipulation pour l'industrie, AIS a bénéficié d'un financement de la Plate-forme Saint-Quentin-en-Yvelines initiative. Créée il y a six mois, elle a déjà recruté huit salariés.

« *AIS [Advanced Industrial Solutions] commercialise deux grandes familles de produits : les matériels d'assemblage (pour visser, boulonner, etc.) et ceux qui permettent de manipuler des charges lourdes* », explique Bruno Chaboisson, son PDG. « *Nous travaillons principalement avec trois fabricants : les américains Aimco et Knight, et l'allemand AMT, qui nous délèguent la mise en place d'une force de frappe commerciale. Mais notre métier ne se limite pas à la vente, il intègre aussi le marketing, les études, la gestion de projet, l'assistance technique (installation, mise en production, maintenance), la formation… Il s'agit de fournir aux industriels des solutions complètes clés en main à partir d'un cahier des charges et d'intégrer ces machines dans des systèmes plus importants.* » Ses principaux clients : les industriels en général, et ceux du véhicule (train, avion, voiture, camion) et de l'agroalimentaire en particulier.

Formation, showroom et e-commerce

Créée en mars dernier par Bruno Chaboisson, AIS compte déjà huit salariés. La société a signé ses premiers contrats, notamment avec la SNCF et un industriel des poids lourds, et enregistré ses premières commandes de formation. Pour répondre aux besoins de ses clients, l'entreprise a lancé AIS Académie, un centre de formation centré sur les technologies de l'assemblage et de la manutention.

Basée dans la zone d'activité de la Clé-de-Saint-Pierre, à Élancourt, AIS a également inauguré en juin dernier un showroom de près de 400 m². « *Car les machines de haute technologie que nous commercialisons ont besoin d'être appréhendées physiquement par les clients en conditions réelles de fonctionnement,* précise Bruno Chaboisson. *C'est le cas en particulier pour les outils de manutention assistée par ordinateur, les manipulateurs intelligents dotés de capteurs d'intention des déplacements de charges.* »

© C. Lavité

Bruno Chaboisson, fondateur d'AIS, a inauguré l'été dernier un show-room de près de 400 m².

AIS a également lancé un site de vente en ligne, www.ais-webstore.com, pour ses produits les moins technologiques et les plus banalisés. Et va poursuivre en 2010 son développement rapide en créant un centre de maintenance industrielle et une filiale en Europe centrale…

Michel Bazan

AIS
ZAC de la Clé-de-Saint-Pierre
1, rue du Groupe-Manoukian
78990 Élancourt
Tél. : 01 34 82 13 81
www.ais-global.eu

La Plate-forme fait rimer finance et confiance

Pour développer son entreprise, Bruno Chaboisson a bénéficié d'un financement de la Plate-forme Saint-Quentin-en-Yvelines initiative, mise en place cette année par la communauté d'agglomération et la Maison de l'entreprise. « *Dans une période assez difficile, le prêt d'honneur à taux zéro accordé par la Plate-forme Saint-Quentin-en-Yvelines initiative nous a permis de lever d'autres fonds auprès des banques,* précise Bruno Chaboisson. *C'est un levier pour aller chercher des financements. Et c'est aussi une forte crédibilité accordée à notre projet.* »

Formation

LMF, une auto-école de poids

En quelques années, Levage Manutention Formation (LMF), entreprise spécialisée dans la formation à la conduite d'engins, a multiplié par quinze son chiffre d'affaires et ouvert deux agences dans les Yvelines, ainsi qu'une entité sous franchise en Guyane.

Des pelles mécaniques, des chariots automoteurs, des plates-formes élévatrices, des potences et des ponts roulants… Guillaume Cablant en voit tous les jours. À 31 ans, ce jeune chef d'entreprise est à la tête d'un centre de formation fréquenté par des conducteurs d'engins de chantier ou d'équipements de levage et de manutention. « *En 2001, j'ai créé LMF en rachetant l'activité de formation de caristes à mes parents. Et j'ai développé l'affaire en proposant des formations à tous les types d'engins que l'on peut rencontrer sur un chantier, une route ou dans un entrepôt* », explique-t-il.

Une formation continue indispensable

Qu'elles soient sur roues ou sur chenilles, ces machines mobiles ne se conduisent pas intuitivement… « *Leur maniement nécessite une formation initiale qui doit être complétée et réactualisée régulièrement. Qui plus est, pour certains équipements présentant des risques particuliers, l'opérateur doit aussi obtenir un Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité.* » Le fameux Caces, que tous les professionnels de la conduite doivent obligatoirement tenir à disposition des inspecteurs du travail.

Habilitée à délivrer ce certificat, LMF est également auditée tous les ans par l'Afaq-Afnor pour l'ensemble des formations qu'elle délivre. Un gage de savoir-faire et de sérieux pour les clients qui recherchent des prestations interentreprises, mais aussi pour des formations sur sites dans toute la France et dans les départements d'outre-mer. « *Nous avons aujourd'hui deux centres de formation dans les Yvelines, à Guitrancourt et à Montigny-le-Bretonneux, et une entité sous franchise en Guyane,* indique Guillaume Cablant. *Et nous pouvons dispenser des formations sur mesure, avec interprète, traducteur et déplacement à l'étranger.* »

Christiène Pagard

© C. Lauté

À l'âge où ses camarades jouaient encore aux petites voitures, Guillaume Cablant, gérant et fondateur de LMF, s'initiait déjà à la mécanique avec son père sur de vrais trente-huit tonnes.

LEVAGE MANUTENTION FORMATION
15, avenue des Trois-Peuples
ZA de l'Observatoire
78180 Montigny-le-Bretonneux
Tél. : 01 34 78 44 00
www.lmf.fr

Une flexibilité au service des clients

Fort de sa notoriété en l'Ile-de-France, LMF travaille aujourd'hui avec toutes les sociétés d'intérim et tous les grands noms du BTP, dont certains, comme Bouygues, sont implantés sur l'agglomération. La société forme également les techniciens et les commerciaux de Fenwick à Élancourt, les opérateurs de Hachette Livre ou de Logiss… et même les agents chargés de l'entretien du Golf national de Saint-Quentin-en-Yvelines. « *En moins de sept ans, LMF est passée de 70 000 euros de chiffre d'affaires à plus d'un million d'euros et a embauché une dizaine de salariés* », se félicite Guillaume Cablant. Une réussite que ce manager doit à la qualité de ses prestations, mais aussi à sa flexibilité. « *Pour satisfaire un client, nous n'hésitons jamais à inscrire un nouveau stagiaire le vendredi pour le lundi suivant !* »

Essais

Emitech fête ses vingt ans

Spécialiste des tests, de la certification et de la qualification des produits électroniques, Emitech a établi son siège à Saint-Quentin-en-Yvelines depuis ses débuts. Vingt ans plus tard, le groupe est devenu un leader européen dans son domaine.

Que de chemin parcouru depuis qu'en 1989 huit ex-salariés de Matra ont monté Emitech à Montigny-le-Bretonneux ! Avec leurs indemnités de licenciement, ils lancent un laboratoire d'essais en compatibilité électromagnétique (CEM), avec une seule cage de Faraday construite à la main – un mur de parpaings recouverts de plaques de cuivre. Vingt ans plus tard, Emitech compte trente-cinq cages de Faraday, près de deux cents collaborateurs répartis sur onze sites en France, et réalise un chiffre d'affaires de plus de quinze millions d'euros.

Le groupe est non seulement devenu le plus grand laboratoire privé de CEM en Europe, mais a élargi ses compétences aux essais dans différents domaines : radio, sécurité électrique, climatique et mécanique, acoustique et fiabilité. Il est ainsi à même de fournir une prestation globale d'essais en environnement à ses clients qui fabriquent ou commercialisent des produits électriques et électroniques dans le monde entier. Autour de son activité principale de laboratoire d'essais, Emitech a également développé des prestations de conseil et de formation. *« La plus grande richesse de l'entreprise, ce sont les femmes et les hommes d'Emitech »*, souligne Matthieu Cognet, fondateur et PDG.

Nouvelle acquisition

À l'occasion de ses vingt ans, Emitech a organisé plusieurs journées portes ouvertes dans ses principaux centres ; celle de Montigny s'est tenue le 2 octobre dernier. La matinée était consacrée à des séminaires techniques et l'après-midi à des démonstrations pratiques. L'occasion d'annoncer la dernière acquisition du groupe : un laboratoire situé au Mans (72), qui a rejoint Emitech en juillet 2009. Par ailleurs, Emitech est membre des pôles de compétitivité System@tic, Mov'eo et Astech. La *success story* continue…

Michel Bazan

© C. Lauté

« La plus grande richesse de l'entreprise, ce sont les femmes et les hommes d'Emitech », souligne Matthieu Cognet, fondateur et PDG.

EMITECH
3, rue des Coudriers – CAP 78
ZA de l'Observatoire
78180 Montigny-le-Bretonneux
Tél. : 01 30 57 55 55
www.emitech.fr

Sécurité : du micro-onde à l'aéronautique

Les essais en environnement ont pour vocation d'assurer la sécurité des utilisateurs d'équipements dans leur quotidien. L'objectif des tests est de vérifier que ces appareils ont un fonctionnement conforme dans le contexte de leur utilisation. L'approche peut être volontaire, afin de proposer des produits plus performants. Elle est le plus souvent imposée par la réglementation – française ou européenne – ou par le cahier des charges d'un grand donneur d'ordre. Emitech couvre un large spectre de secteurs et de produits électriques et électroniques : grand public (micro-onde, grille-pain, TV, chaîne hi-fi), bureautique (ordinateur, photocopieur), résidentiel (caisse enregistreuse, lecteur de carte bleue, climatisation), industriel (chaîne d'assemblage, robot) ou électronique embarquée (industrie ferroviaire, automobile, militaire, aéronautique, spatial).

Packaging électronique

Des experts en milieu hostile

Depuis 1929, l'entreprise Jacquelot PE trouve des solutions à des problèmes particulièrement exigeants. Son activité : le packaging électronique en milieu hostile. Un savoir-faire qu'elle cultive depuis quatre-vingts ans.

Quel est le point commun entre un sous-marin, un capteur météorologique, une centrale nucléaire et un train à grande vitesse ? Chacun bénéficie de l'expertise de l'entreprise Jacquelot PE, spécialisée dans le packaging électronique. Sa mission : permettre à des composants électroniques de fonctionner dans un milieu sévère, voire hostile.

Boîtes noires et éprouvettes

Forte chaleur, différences de températures, vitesse excessive, pression atmosphérique font d'un environnement anodin un milieu difficile qui altère les fonctionnalités de certains matériaux. C'est là qu'intervient Jacquelot PE. À son actif, les boîtes noires des TGV, des antennes de contre-mesure en aviation, des instrumentations permettant de réaliser différents types d'analyses avec des éprouvettes ou dans le domaine du CI3D (circuit intégré en trois dimensions). *« Travailler sur ce créneau, c'est être à même de pouvoir offrir des solutions spécifiques dans des domaines de technologie très pointus »*, constate Yann Jacquin, ingénieur commercial. Près de la moitié du chiffre d'affaires (42 %) sont réalisés pour l'armement, auxquels s'ajoutent l'industrie médicale, l'aéronautique et le ferroviaire.

Compétences plurielles

L'entreprise bénéficie d'une expertise reconnue allant de l'étude à la fabrication, que ce soit en mécanique, en matériaux, en intégration ou en électronique. *« Au fil des années, pour répondre aux exigences de nos clients, nous avons capitalisé des compétences plurielles »*, constate Dominique de La Mensbruge, directeur général. Sur place, à Trappes, quatre ateliers de production turbinent : packaging, peinture, antennes, câblages, intégration… Et des ingénieurs imaginent des solutions adaptées, à l'image de ce projecteur pour bassin nucléaire capable de résister aux fortes variations de chaleur.

Disposant déjà d'un bureau d'études et d'un atelier pour prototypes, Jacquelot PE s'oriente de plus en plus vers l'ingénierie. *« Nous n'avons pas la taille suffisante pour nous lancer dans la production à grande échelle,* commente Dominique de La Mensbruge. *En revanche, nous allons continuer à nous appuyer sur notre matière grise, qui est notre valeur ajoutée. »*

Dominique de La Mensbruge, directeur général de Jacquelot PE : *« Nous allons continuer à nous appuyer sur notre matière grise, qui est notre valeur ajoutée ».*

Élisabeth Charle

JACQUELOT PE
3, avenue Jean-Rostand
78190 Trappes
Tél. : 01 30 66 75 57
www.jacquelot.com

Quatre-vingts ans d'histoire

En 1929, l'entreprise Jacquelot, du nom de son fondateur, se lance dans le modelage et les outils destinés au thermoformage. Elle crée un département électronique en 1967 et s'implante à Trappes en 1988, afin de disposer de laboratoires adaptés aux technologies nouvelles des marchés de l'aéronautique, du médical, de l'armement et des transports, présents à Saint-Quentin-en-Yvelines. En 2001, elle se développe dans les antennes. En 2005, l'entreprise, jusqu'alors familiale, intègre le groupe Sariel et se dote en 2007 d'un nouveau bâtiment de 2 700 m² pour doubler sa surface. En juin dernier, elle fêtait ses quatre-vingts ans.

Géotechnique

Apageo maintient la pression

Depuis vingt-cinq ans, Apageo est un des acteurs majeurs de l'industrie de la géotechnique en France. Experte dans la conception et la fabrication de matériels de mesure et de forage, cette entreprise saint-quentinoise exporte aujourd'hui son savoir-faire dans le monde entier.

Tous les grands bureaux d'études et les géants de la construction, qu'ils travaillent en France ou à l'étranger, connaissent Apageo. Installée à Magny-les-Hameaux depuis 1986, cette PME de trente-cinq salariés est aujourd'hui l'un des principaux fournisseurs de matériels de géotechnique en France.

Du forage à l'analyse d'échantillons, l'entreprise a développé toute une gamme de produits pour percer et sonder les sols, mais aussi étudier la qualité de l'environnement ou rechercher la présence de sources souterraines. « *Avant de démarrer une construction, il est essentiel de bien qualifier le terrain pour garantir la pérennité de l'ouvrage. Pour cela, les professionnels du BTP ont besoin de foreuses, de pompes d'injection, de carottiers, de tarières… Il leur faut aussi du matériel de laboratoire et de mesure pour analyser les roches* », explique Jean-Pierre Arsonnet, PDG de Apageo.

Une dimension internationale

Avec plus de 5 000 références à son catalogue, l'entreprise est capable de répondre à tous types de demande. Elle s'est même dotée d'un bureau d'études interne dont l'expertise est reconnue dans le monde entier. « *Nos matériels sont utilisés dans plus de quatre-vingts pays et nous sommes le premier fournisseur de matériel géotechnique en Afrique* », se félicite Jean-Pierre Arsonnet. Apageo a acquis une véritable dimension internationale et réalise désormais 56 % de ses ventes à l'export. Mais la société se développe aussi sur le territoire national, où les nouvelles réglementations en matière de construction individuelle ont entraîné un doublement du marché.

© C. Lauté

Priorité à l'innovation

En 2001, Apageo s'est rapprochée de Geomatech, un autre spécialiste de la géotechnique, installé à Longjumeau (91). Ce mariage a permis au nouveau groupe de renforcer son leadership sur l'Hexagone, mais également d'investir près d'un million d'euros pour moderniser son outil de production et développer de nouveaux produits, comme le pressiomètre automatique *(lire encadré)*. Cet appareil innovant pourrait à terme remplacer tous les pressiomètres utilisés sur les chantiers. « *Cela représente un marché colossal de plus de 1 600 pièces dans le monde,* confie Jean-Pierre Arsonnet. *Et nous sommes aujourd'hui les seuls à proposer ce procédé unique, imaginé et développé en collaboration avec Geomatech.* »

Rosa Maï

« Notre société a su capitaliser sur un héritage unique : le savoir-faire Louis Ménard, référence internationale en matière de géotechnique », confie Jean-Pierre Arsonnet, PDG de Apageo.

APAGEO
ZA de Gomberville
Rue Salvador-Allende
78114 Magny-les-Hameaux
Tél. : 01 30 52 35 42
www.apageo.com

La pressiométrie, une expertise unique au monde

Le pressiomètre a été inventé en 1954 par Louis Ménard pour connaître la résistance mécanique des sols et permettre le calcul des fondations. Utilisé sur tous les chantiers à travers le monde, cet appareil est aujourd'hui fabriqué et commercialisé uniquement par Apageo. Produit phare de l'entreprise, cet outil n'a cessé d'évoluer. Le dernier né de la lignée, lancé en 2009, permet un relevé automatique des mesures et peut se piloter à distance à partir d'un ordinateur portable.

côté entreprises
le dossier

SOMMAIRE

FILIÈRE

25 Banque-assurance, secteur stratégique

SAINT-QUENTIN

26 Le cœur informatique du Crédit agricole

FOCUS

27 Le Cedicam, au cœur des nouveaux systèmes de paiement européens

ASSURANCES

28 Malakoff Médéric, leader de la protection sociale

FINANCEMENT

29 La Banque populaire Val de France, acteur majeur de l'économie locale

Dossier réalisé par Michel Bazan

Banque & assurance, une filière historique

© C. Lauté

Filière

Banque-assurance, secteur stratégique

Saint-Quentin-en-Yvelines émerge comme un pôle financier francilien important, même si les activités de la filière restent principalement installées à Paris et dans les Hauts-de-Seine.

Dans l'agglomération, le secteur banque – assurance compte, selon l'Observatoire de la ville, 370 établissements, soit environ 5 % de la totalité des entreprises implantées à Saint-Quentin. Plus ancienne et principale entreprise en nombre de salariés : le groupe Crédit agricole, qui a fait de son site saint-quentinois son véritable centre informatique et emploie environ 2 500 collaborateurs (1 000 de Crédit agricole SA, 1 000 de Calyon et 380 de Cedicam). Le groupe d'assurance et de protection sociale Malakoff Médéric (1 400 salariés) et le siège de la Banque populaire Val de France (450 salariés) font également partie des établissements majeurs du secteur.

Le secteur banque - finance est considéré comme l'une des sept filières porteuses à Saint-Quentin-en-Yvelines.

Nouvelle géographie bancaire

Outre ses activités propres, le poids économique de la filière se mesure au grand nombre de prestataires, notamment informatiques, qu'elle draine dans son sillage. C'est pourquoi le secteur banque – finance est considéré comme l'une des sept filières porteuses à Saint-Quentin-en-Yvelines. Dans l'agglomération, une entreprise comme Diebold par exemple, dont la filiale française est implantée depuis plus de dix ans à Guyancourt (80 salariés), est un partenaire incontournable des établissements financiers. Spécialisé dans les solutions de libre-service bancaire, le groupe est le n°1 américain et le n°3 européen. Plus de 11 000 de ses automates sont installés dans l'Hexagone. De son côté, la société Paybox, deuxième opérateur français du paiement sécurisé électronique et dont le siège social est installé à Guyancourt, propose des services en connexion avec l'ensemble du paysage bancaire et les opérateurs de cartes privatives. Le secteur est aussi stratégique pour la région, qui compte d'ailleurs un pôle de compétitivité, Finance Innovation, centré sur l'information financière et sa modélisation. Selon une étude du conseil en immobilier Cushman & Wakefield, les activités financières représentent près de 12 % des effectifs salariés en Ile-de-France. Et même si Paris (50 %) et les Hauts-de-Seine (25 %) concentrent ensemble les trois quarts des établissements, les mouvements engagés par les banques à la recherche de surfaces neuves, ou pour rationaliser leurs implantations, ont dessiné une nouvelle géographie des activités bancaires franciliennes.

La restructuration et la concentration du secteur, le renforcement des principaux groupes et une diversification croissante des activités financières ont également contribué à de nombreux redéploiements. Le quartier des affaires parisien et La Défense dominent pour le front-office, les sièges sociaux, les banques d'affaires étrangères, les banques privées. Mais les implantations en périphérie voient émerger des pôles financiers secondaires, davantage dédiés aux activités de back-office, comme Pantin (93), Montreuil (93), Charenton (94) ou Saint-Quentin-en-Yvelines (78).

Le recrutement continue

Malgré la crise financière, qui s'est accompagnée de réductions d'effectifs, les établissements bancaires et les sociétés d'assurance continuent à recruter pour combler les départs en retraite des *papy-boomers*. Plus de la moitié des embauches concernent des profils de commerciaux. Mais les métiers du management et de support (comptable, RH, contrôle) progressent… Et les entreprises du secteur continuent à recruter des profils plus pointus, notamment des chefs de projet informatique.

La Caisse d'épargne Ile-de-France en attente d'un regroupement ?

La Caisse d'épargne Ile-de-France – ex-« Ile-de-France Ouest », avant la fusion des trois caisses parisiennes réalisée en avril 2008 – emploie à Saint-Quentin environ 300 salariés, dans des directions comme celles des crédits et dans des fonctions supports. *« À terme, les effectifs de Caisse d'épargne Ile-de-France devraient tous être regroupés sur un nouveau site »*, précise-t-on néanmoins à la direction de la communication de l'entreprise.

Saint-Quentin

Le cœur informatique du Crédit agricole

Avec 2 500 salariés, le site du Crédit agricole est le plus important du secteur à Saint-Quentin-en-Yvelines. Il héberge des activités de Crédit agricole SA, les back-offices de la banque d'affaires Calyon et l'essentiel des effectifs du Cedicam, la filiale flux et paiements du groupe.

« *Saint-Quentin-en-Yvelines, c'est un peu la Silicon Valley du Crédit agricole* », lâche Jean-Luc Pothet, secrétaire général du Cedicam. « *Le point commun de toutes les entreprises du groupe implantées ici, c'est la forte composante informatique de leurs activités.* » Créé en 1976, ce site accueille aujourd'hui environ 2 500 salariés : émanant de plusieurs entités du groupe : Crédit agricole SA, Calyon et le Cedicam. Si l'on y ajoute les prestataires, cela représente un total de plus de 3 000 personnes.

Informatique et *back-offices*

Crédit agricole SA, la structure cotée en Bourse du groupe, a installé ici sa direction des moyens de paiement et son informatique industrielle, ainsi que des activités de comptabilité et de ressources humaines. Sa filiale Calyon, spécialisée dans les activités de marché et de financement des grandes entreprises, y a concentré ses *back-offices*. Calyon emploie environ 13 000 personnes avec près de soixante implantations dans le monde… Et son informatique fonctionne en grande partie à partir de Saint-Quentin.

Filiale à 50/50 de Crédit agricole SA et des caisses régionales, le Cedicam traite, quant à lui, les opérations de paiement des clients des banques du groupe Crédit agricole (caisses régionales, LCL, etc.). Ses équipes sont actuellement engagées dans un projet de construction d'une plate-forme européenne des paiements (*lire ci-contre*).

Conçu sur le modèle du campus, le site du Crédit agricole à Saint-Quentin-en-Yvelines accueille plus de 3 000 personnes.

Le campus fait école

Enceinte fermée sur un parc paysager, absence de voitures, services et activités offerts aux salariés (restaurant, crèche, équipements sportifs)… Conçu sur le modèle du campus, le site du Crédit Agricole à Saint-Quentin-en-Yvelines inaugurait, il y a plus de trente ans, une nouvelle conception de la vie au travail. Il compte aujourd'hui trois bâtiments. Champagne, construit entre 1976 et 1978, héberge les équipes de Calyon. Provence, édifié entre 1979 et 1983, accueille notamment le Cedicam. Quant à Languedoc, de construction plus récente, il est principalement occupé par les équipes de Crédit Agricole SA.

« *C'est un site auquel le groupe Crédit agricole est très attaché,* souligne Jean-Luc Pothet. *Il continue d'ailleurs à se développer pour accueillir de nouveaux collaborateurs.Le site de Saint-Quentin et sa qualité de vie constituent un véritable atout pour recruter de nouveaux salariés.* »

1978 : signal d'alarme en gare de Saint-Quentin

L'anecdote est amusante. Nous sommes en 1978. La ville nouvelle en est à ses débuts. Mais le site saint-quentinois du Crédit agricole héberge déjà une centaine de collaborateurs. Problème : le train Paris-Chartres ne s'arrête pas encore à Saint- Quentin-en-Yvelines. La direction donne alors à ses collaborateurs une consigne radicale : tirer la sonnette d'alarme au niveau de la gare pour forcer le train à s'arrêter. Le bras de fer ne dure pas longtemps et la SNCF préfère rapidement marquer l'arrêt de manière officielle.

Focus

Le Cedicam, au cœur des nouveaux systèmes de paiement européens

Au service des banques du groupe, le Cedicam est la filiale flux et paiements du Crédit agricole. L'entreprise est aujourd'hui lancée dans la construction d'une grande plate-forme européenne.

« *Le métier du Cedicam, c'est le traitement des opérations de paiement des clients des banques du groupe Crédit agricole et leur acheminement (les flux) vers les systèmes de compensation et de règlement français, européens et internationaux* », explique Jean-Luc Pothet, secrétaire général de l'entreprise. Dans les « tuyaux » informatiques du Cedicam, transitent chaque jour 100 milliards d'euros dans un sens (en réception) et autant dans l'autre (en émission).

© C. Lauté

Jean-Luc Pothet, secrétaire général du Cedicam.

Recrutements en ligne

© C. Lauté

Natacha Monceau, responsable communication du Cedicam.

Sur les trois dernières années, le Cedicam a renouvelé 10 % de ses effectifs et a augmentés leur nombre de 10 % par an. En 2009, l'entreprise a recruté une cinquantaine de personnes. Et ce n'est pas fini. Elle cherche surtout des chefs de projet appelés à travailler sur la refonte des systèmes d'information. The Cedicam Project est ainsi devenu le label de la campagne de communication de recrutement lancée en 2008.

« *Cette campagne s'appuie principalement sur un site internet de recrutement dédié, jointheproject.eu, qui présente l'entreprise, son projet de plate-forme européenne, les postes à pourvoir (avec possibilité de postuler en ligne), ainsi que le site de Saint-Quentin* », explique Natacha Monceau, responsable communication.

Basée sur le principe du Go to Web, cette communication est quasi exclusivement électronique : marketing direct, présence sur les sites Internet de recrutement et les sites spécialisés dans les métiers de l'informatique…

Ses activités intègrent aussi la monétique (paiement et retrait par carte bancaire) et l'entreprise délivre 1,4 milliard d'autorisations de transaction par an. Le Cedicam compte aujourd'hui 450 collaborateurs, dont 380 basés à Saint-Quentin et 70 à Lyon, où sont personnalisées les cartes bancaires du groupe.

Réglementation commune aux pays de la zone euro

Ce métier, très réglementé, est actuellement bouleversé par l'unification des instruments de paiement en Europe. Jusqu'ici, chaque pays avait son propre fonctionnement. Mais depuis 2009, est venu le temps du Single European Payment Area (Sepa), qui vise à instaurer une réglementation commune à tous les pays de la zone euro. Trois nouveaux instruments de paiement Sepa sont en train de voir le jour : le virement, depuis le 1er janvier 2009 ; le prélèvement, le 1er novembre 2010 ; et la carte, courant 2010.

« *Pour faire fonctionner ces nouveaux instruments, il nous faut rebâtir nos systèmes d'information,* souligne Jean-Luc Pothet. *Cela représente un investissement de plusieurs centaines de millions d'euros pour le groupe Crédit agricole. Le Cedicam est donc engagé dans la construction d'une plate-forme européenne performante et compétitive, c'est-à-dire fiable, sûre et innovante.* »

Car il s'agit d'accueillir demain des services de paiement plus attractifs, comme le paiement sans contact ou par téléphone mobile…

Assurance

Malakoff Médéric, leader de la protection sociale

Implantée à Saint-Quentin-en-Yvelines depuis 1982, Malakoff a fusionné en 2008 avec Médéric pour donner naissance à Malakoff Médéric, premier groupe paritaire de protection sociale en France.

Fin 2009, les 1 400 salariés de Malakoff Médéric à Saint-Quentin-en-Yvelines ont quitté leurs locaux historiques de l'avenue du Centre pour emménager dans deux nouveaux immeubles, dans le quartier de la Redoute-de-Bouviers, à Guyancourt. Après la fusion, l'an dernier, le groupe a choisi de rester à Saint-Quentin, son siège étant situé désormais à Paris.

Dirigé par Guillaume Sarkozy, délégué général, Malakoff Médéric est le premier groupe paritaire de protection sociale en France. Ses deux principaux métiers sont la gestion de la retraite complémentaire et l'assurance des personnes (santé, prévoyance, épargne-retraite, dépendance). Premier groupe de retraite complémentaire Agirc-Arrco, n°2 français sur le marché des assurances collectives (via les entreprises), Malakoff Médéric se développe également sur le marché des assurances individuelles.

Développer de nouveaux services

Augmentation de la part des seniors dans la population, croissance des dépenses de santé, concentration du marché, révolution technologique en matière d'information, transformation des métiers… Le marché de la protection sociale vit actuellement d'importants changements. Dans ce contexte, l'objectif du groupe est de développer de nouveaux services pour les entreprises et les personnes, notamment dans le domaine de la prévention santé, de l'aide à la réinsertion professionnelle ou du maintien à domicile.

Malakoff Médéric investit également dans l'action sociale (près de 100 millions d'euros en 2008), pour accompagner des personnes, actifs ou retraités, en situation de fragilité (chômage, surendettement, maladie). Le groupe gère aussi onze maisons de retraite et agit dans les domaines de la prévention santé et du « maintien du lien social » pour les personnes âgées isolées.

© C. Lauté

Partenaire fidèle de l'agglomération, Malakoff Médéric vient d'emménager dans deux immeubles neufs dans le quartier de la Redoute-de-Bouviers, à Guyancourt

Malakoff Médéric en chiffres

- **6 500** salariés
- **13,3 milliards** d'euros d'allocations retraite versées
- **3,3 milliards** d'euros de chiffre d'affaires dans les activités d'assurances
- Retraite complémentaire : **205 000** entreprises clientes ; **3,2 millions** de cotisants ; **2,6 millions** de retraités
- Assurances collectives : **182 000** entreprises clientes ; **3 millions** de salariés assurés
- Assurances individuelles : **plus d'un million** de clients

Une entreprise dans la ville

Présent depuis vingt-sept ans à Saint-Quentin, Malakoff Médéric est un partenaire fidèle de l'agglomération. Participant aux initiatives de la Maison de l'entreprise, le groupe est aussi impliqué dans la démarche de plan de déplacements interentreprises (PDIE) lancée par la communauté d'agglomération. En pointe dans l'emploi de personnes handicapées et partenaire de la Fédération française handisport, Malakoff Médéric est également intéressé par la création de Gérondicap. Ce dispositif de santé original, lancé par l'agglomération, rassemble en un lieu unique – le domaine du Mérantais, à Magny-les-Hameaux – les acteurs pivots du soutien à domicile pour les personnes en situation de perte d'autonomie. Une initiative en phase avec les métiers de Malakoff Médéric.

Financement

La Banque populaire Val de France, acteur majeur de l'économie locale

Basée dans l'agglomération depuis 1983, la Banque populaire Val de France est fortement engagée auprès des entrepreneurs et des partenaires économiques. Depuis la fusion récente avec les Caisses d'épargne, elle fait partie du deuxième groupe bancaire français.

Fondée sur le principe coopératif il y a un peu plus d'un siècle par des chefs d'entreprise, la Banque populaire a toujours été la banque des entrepreneurs. Sur son territoire, couvrant onze départements de l'Ouest parisien à la Vienne en passant par la région Centre, la Banque populaire Val de France perpétue cette tradition. Elle finance notamment 55 % des créations d'entreprise dans les Yvelines. Et à Saint-Quentin, où est basé son siège, environ le tiers des PME, un artisan sur trois et un commerçant sur quatre, font appel à ses services.

Comme les autres Banques populaires régionales, c'est une entreprise autonome, dotée d'un réseau de 213 agences et employant 2 300 collaborateurs. Situé dans le quartier du Pas-du-Lac, le siège saint-quentinois vient d'être entièrement rénové *(lire en page 38)* et accueille 450 salariés et un centre d'expertise dédié aux entreprises.

L'atout proximité

« *Ce qui est fondamental dans une banque régionale comme la nôtre, c'est la proximité de décision par rapport à la clientèle* », explique Gonzague de Villèle, nouveau directeur général de la Banque populaire Val de France. « *Notre métier consiste à collecter des ressources régionales pour les prêter ensuite à d'autres clients de la région et les accompagner dans leurs projets.* » La crise continue-t-elle de peser sur le crédit ? « *Nous retrouvons aujourd'hui le même rythme de production de crédits qu'avant la crise* », répond Gonzague de Villèle.

La banque participe activement à la vie économique locale. Investie aux côtés des chambres de métiers et de l'artisanat et des chambres de commerce et d'industrie, la banque s'implique également dans un grand nombre d'initiatives économiques locales. C'est le cas à Saint-Quentin-en-Yvelines, où elle est un partenaire actif de la Maison de l'entreprise et de sa plate-forme de financement, ainsi que de la pépinière d'entreprises Promopole. La Banque populaire Val de France est également partenaire du Forum emploi handicap, organisé pour la troisième année le 19 novembre dernier à l'université de Versailles-Saint-Quentin.

Gonzague de Villèle, nouveau directeur général de la Banque populaire Val de France : « *Notre métier consiste à collecter des ressources régionales pour les prêter ensuite à d'autres clients de la région et les accompagner dans leurs projets.* ».

La Banque populaire Val de France en chiffres

- **213** agences
- **547 000** clients
- **2 300** collaborateurs
- **133 600** sociétaires
- **6 milliards** d'euros de dépôts et d'épargne clientèle
- **8,5 milliards** d'euros de crédits
- **1,4 milliard** d'euros de capitaux propres

(chiffres au 31/12/2008)

BPCE, le deuxième groupe français

Les Banques populaires et les Caisses d'épargne se sont unies en 2009 pour former ensemble le 2e groupe bancaire français. Avec 37 millions de clients, plus de 8 200 agences, 120 000 collaborateurs et plus de 7 millions de sociétaires. BPCE, l'organe central du nouveau groupe bancaire, rassemble les deux réseaux de banque de détail, qui restent autonomes : celui des vingt Banques populaires et celui des dix-sept Caisses d'épargne. Le groupe BPCE intègre également une banque de financement et d'investissement, Natixis, ainsi qu'un pôle immobilier avec Crédit foncier, Foncia et Nexity.

Interview

« Reconquérir le segment premium »
Philippe Dehennin, PDG de BMW France

Après le départ de Nicolas Wertans, Philippe Dehennin, ancien président de la filiale belge de BMW, a pris le volant de la filiale française en 2008. Entretien.

***SQY entreprises :* Vous avez trouvé une filiale dans quel état ?**

Philippe Dehennin : Parfait ! En bon état de marche et préparée au futur avec un plan solide pour encourager notre réseau à investir. En 2008, BMW France a progressé de 3,8 % et Mini de 18,5 %. Les équipes sont motivées et notre nouvelle communication, axée sur le plaisir de conduire, nous laisse penser que 2009 sera meilleure que prévu.

Quelle est la feuille de route fixée par Munich ?

Accéder en France à la première place des constructeurs premium, sans renoncer à nos valeurs qui font de BMW une marque différente et de grande classe. Authentique, athlétique et esthétique. Et surtout, devenir la référence mondiale dans le domaine du respect de l'environnement. Nous avons pour mission de préparer le terrain de la voiture électrique, avec la Mini E, en test dès 2010. Nous devons renforcer nos positions en véhicules hybrides avec la X6 et la Série 7, et poursuivre le développement d'EfficientDynamics avec l'arrivée d'un modèle exceptionnel, la Série 320d, qui ne consommera que 4 l/100 km et ne rejettera que 109 g de CO_2/km.

Quelles sont vos ambitions ?

Mon ambition est de reprendre la tête du segment premium. Nous allons revenir en force avec la première berline modulable sportive, la Série 5 Gran Turismo, le premier petit 4X4 de notre marque, le X1, une nouvelle X3 en 2010, une nouvelle Série 5, un 4X4 Mini et des surprises que je ne peux vous révéler. BMW a de grandes ambitions en France.

Philippe Dehennin, PDG de BMW France : *« BMW poursuit ses efforts pour réduire les rejets de CO_2 ».*

Comment expliquer que BMW résiste moins bien à la crise que ses concurrents directs ?

Je ne vois pas BMW en crise… Nous subissons un ralentissement, mais l'entreprise est toujours profitable, ce qui n'est plus le cas de bon nombre de constructeurs. Nous avons gagné 127 millions d'euros au 1er semestre ! Quant à nos concurrents directs, si leurs ventes ont augmenté, c'est parce que leur cycle produit était plus favorable, alors que BMW n'a lancé en 2009 que le Z4 et la Mini cabriolet.

L'abaissement du seuil de CO_2 rejeté, (- 5 g/km) au 1er janvier 2010, vous inquiète-t-il ?

Non, car BMW poursuit ses efforts pour réduire les rejets de CO_2. L'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise d'énergie) nous a placés en tête des constructeurs les plus efficaces dans ce domaine. Et Jean-Louis Borloo nous cite en exemple. Nous nous adapterons et nous proposerons, avant 2015, des véhicules pour les « mega-cities » aussi révolutionnaires que le passage de la calèche à l'automobile à pétrole.

Quel est le programme de BMW en matière de véhicules propres ? La France aura-t-elle la Mini électrique ?

Au 2e semestre 2010, nous mettrons en test des Mini E en France pour préparer les usagers à ces modes de transports nouveaux. Puis, vers 2013, BMW commercialisera un véhicule tout électrique, développé pour l'électrique. Entre-temps, l'ActiveHybrid aura permis de réduire de 15 à 20 % les consommations de carburant. Sachant qu'EfficientDynamics, qui équipe toutes nos voitures, permet d'économiser chaque année 150 millions de litres de carburant. Soit l'équivalent annuel de ce que consomme en énergie une ville de 700 000 habitants !

Propos recueillis par Sylvain Reisser

© Nick & Chloé

SANTÉ – PRÉVOYANCE – ÉPARGNE – RETRAITE

DRH, DAF, dirigeants, vos salariés en demanderont toujours plus à votre entreprise. Avec Malakoff Médéric, vous êtes sûrs de bien les protéger. Un argument de plus pour fidéliser vos meilleurs talents.

Contactez votre conseiller par téléphone au **39 32** (prix d'un appel local)
ou retrouvez toutes nos solutions et nos services sur **malakoffmederic.com**

malakoff médéric
PRÉSENTS POUR VOTRE AVENIR

Agronomie

« L'agriculture aux portes de la ville »
Pierre-Henri Duée, Inra de Versailles

Avec la montée des préoccupations environnementales, l'augmentation de la population mondiale et le développement des villes, l'agriculture doit faire face à de nouveaux défis. Entretien avec Pierre-Henri Duée, président du centre de Versailles-Grignon de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra).

***SQY entreprises* : Comment se positionne le centre de Versailles-Grignon ?**

Pierre-Henri Duée : Comme le plus important des vingt centres de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) en France. Il représente 10 % des effectifs de l'Inra, avec 850 titulaires et plus de 1 800 personnes en comptant les doctorants, postdoctorants, stagiaires et partenaires.
Deux tiers des vingt-cinq unités de recherche du centre sont des unités mixtes, notamment avec AgroParisTech, pôle d'enseignement supérieur agronomique, mais aussi avec le CNRS ou les universités de Paris 6 et Paris 11.

Quels sont vos domaines de recherche ?

Nous explorons trois grands champs de recherche. Le premier, la biologie végétale, mobilise 45 % des forces du centre. Comment la plante produit-elle la cellulose, composant de base de sa biomasse ? Comment s'adapte-t-elle à la sécheresse ? Comment peut-elle pousser avec moins d'engrais ? Répondre à ces questions implique de bien connaître la plante et d'identifier les gènes concernés, afin de mieux construire le végétal de demain. Ces sujets sont étudiés à Versailles, à la ferme du Moulon (Gif-sur-Yvette) ou à Évry, au cœur du Genoscope.
Le second thème, qui concerne 40 % des effectifs, en particulier à Grignon, porte sur la conception de systèmes agricoles innovants, plus respectueux de l'environnement, c'est-à-dire utilisant moins d'engrais, d'énergie, de pesticides, et rejetant moins de gaz à effet de serre. Enfin, une thématique portant

Pierre-Henri Dué, président du centre Inra de Versailles-Grignon : *« C'est pour relever tous ces défis que nous réfléchissons sur les nouveaux végétaux et les systèmes agricoles innovants. »*

Le devenir du site de La Minière

Après le départ, l'été dernier à Angers, du Geves (Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences), le site de La Minière, à Guyancourt, enregistrera aussi, début 2011, celui de l'équipe d'Arvalis, centre technique des céréales, en partance pour le site du Moulon. L'unité de recherche de microbiologie de l'Inra devrait déménager en 2012 vers le centre de Jouy-en-Josas. Restent le siège et l'usine d'Agri-Obtentions – la filiale semences de l'Inra – et l'Opie (Office pour les insectes et leur environnement) dont l'activité est tournée vers la société et les scolaires. Ces deux entités devraient, à terme, également quitter le site.
Quel sera alors son devenir ? *« Placé à proximité du futur campus, ce site intéresse donc l'OIN [Opération d'intérêt national], mais aussi la ville de Guyancourt,* explique Pierre-Henri Duée. *J'ai d'ailleurs prévu de rencontrer le maire de Guyancourt pour évaluer avec lui différents scénarios d'évolution. »*

sur la qualité des aliments, et plus précisément le génie alimentaire et la microbiologie, est développée à Grignon et La Minière (15 % des effectifs). Mais, dès le 1er janvier 2010, une partie de ces recherches sera rattachée au pôle de microbiologie du centre Inra de Jouy-en-Josas.

Quels sont les enjeux des systèmes agricoles innovants ?

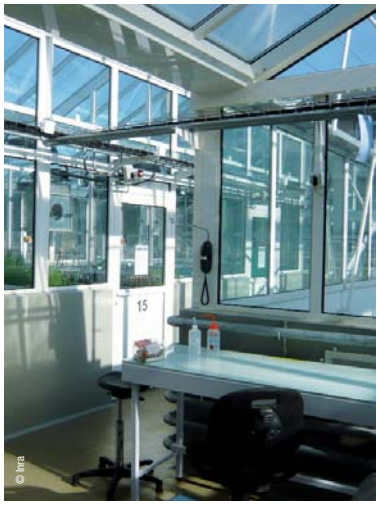
Face aux questions d'environnement qui préoccupent la société, le chercheur en agronomie doit essayer de construire des systèmes agricoles qui maintiennent le rendement économique, tout en préservant la qualité des sols, de l'eau, de l'air et des produits.

De plus, la moitié des habitants de la planète vivant aujourd'hui en milieu urbain, l'agriculture est de plus en plus en interaction avec les villes, ce qui fait naître de nouvelles questions et induit une diminution des disponibilités en sols et en eau… Alors que, parallèlement, l'augmentation de la population mondiale impose une hausse de la production. C'est pour relever tous ces défis, que nous réfléchissons sur les nouveaux végétaux et les systèmes agricoles innovants.

Êtes-vous concernés par le plan Campus ?

Oui, car c'est une opportunité pour renforcer nos interactions avec d'autres partenaires de recherche. Par ailleurs, AgroParisTech souhaitant rassembler sur le plateau de Saclay, dès 2016, l'ensemble de ses formations (aujourd'hui à Paris, Grignon et Massy), une partie du dispositif du centre accompagnera cette nouvelle localisation. Ce qui consolidera aussi le couplage recherche / formation. À terme, il est prévu de fermer le site d'enseignement et de recherche de Grignon.

Dans ce nouveau cadre, il sera important pour nous de garder notre potentiel de terrains expérimentaux. Nos équipes, aujourd'hui à Grignon et demain à Palaiseau, auront besoin de 100 à 130 ha sur le plateau de Saclay, pour conduire des essais comme celui de « La cage », tout près d'ici, qui compare, depuis 1998, quatre systèmes de culture (intensif, intégré, biologique, sous couvert végétal) sur les plans technique, environnemental et économique. Ces essais sur le long terme sont essentiels pour évaluer les performances de différents systèmes agricoles.



Les essais comparatifs sur le long terme sont essentiels pour évaluer les performances de différents systèmes agricoles.

Propos recueillis par Michel Bazan

Le vivant et la ville : nouveau pôle de compétitivité ?

Avec l'université de Versailles-Saint-Quentin, Fondaterra, Veolia Environnement et la mairie de Versailles, le centre Inra de Versailles-Grignon a répondu au dernier appel à projet des pôles de compétitivité, en proposant « Le vivant et la ville ». La communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines est également adhérente de ce projet de pôle – candidat à une labellisation par l'État fin 2009 – et a participé activement à son élaboration. *« L'une de nos spécialités est de réfléchir sur le devenir d'une agriculture de plus en plus imbriquée dans la ville, et notre projet porte justement sur le double regard de l'agriculteur et du citadin sur le développement d'une ville durable »*, explique Pierre-Henri Duée. Comment construire une ingénierie écologique au bénéfice de la ville ? Comment gérer les déchets organiques urbains sous forme de compost pour les cultures voisines ? Comment mettre en place des circuits courts d'alimentation, directement de la production agricole aux consommateurs citadins ? Plus de quarante projets de R&D ont déjà été répertoriés. *« Il s'agit aussi de penser le développement de la ville en fonction de son environnement agricole,* note Pierre-Henri Duée. *D'où l'originalité du projet, centré sur une question qui va devenir mondiale. »* Une dynamique a été enclenchée… Et les partenaires de ce projet préparent, pour 2010 à Versailles, un colloque national sur le thème « Le vivant et la ville ».

Équipement

Vélodrome, en piste pour l'avenir !

En 2013, Saint-Quentin-en-Yvelines ouvrira son vélodrome olympique, dont le projet a été dévoilé le 19 octobre à l'occasion d'une conférence de presse qui s'est tenue à l'hôtel d'agglomération. Cet équipement, essentiel pour le sport français et le dynamisme économique de l'agglomération, proposera de nombreux services aux entreprises. Mode d'emploi.

« *Le football a son Clairefontaine ; le rugby a son Marcoussis ; le cyclisme aura son Saint-Quentin-en-Yvelines.* »
Par cette formule adressée aux amateurs de sport, David Lappartient, le président de la Fédération française de cyclisme (FFC), a illustré l'ambition du pôle sportif qui naîtra autour du futur vélodrome de Saint-Quentin-en-Yvelines.
Partie prenante, à l'origine, du projet olympique « Paris 2012 », le vélodrome verra le jour malgré l'attribution des Jeux à Londres. De la fin 2010 à janvier 2013, date de livraison annoncée, le chantier, confié au groupement Sodéarif, Bouygues bâtiment Ile-de-France, Meridiam et Exprimm, modifiera profondément le visage du nord de la base de loisirs, sur la commune de Montigny-le-Bretonneux.

© Vi Pictures

Un Centre national du cyclisme

Le projet a été présenté dans son ensemble le 19 octobre dernier, lors d'une conférence de presse qui a réuni à l'hôtel d'agglomération les partenaires financiers (l'État, le conseil régional d'Ile-de-France, le conseil général des Yvelines et la communauté d'agglomération, *lire l'encadré*), de grands noms du cyclisme hexagonal (Florian Rousseau, Anne-Caroline Chausson…) et une cinquantaine de journalistes des médias locaux, régionaux et nationaux. Présente pour l'occasion, Rama Yade, la secrétaire d'État chargée des Sports, a souligné que « *ce vélodrome contribuera au rayonnement sportif international de la France et à l'avenir du cyclisme hexagonal* ».
En effet, le Centre national du cyclisme (CNC) prendra ses quartiers à Saint-Quentin-en-Yvelines. Figure de proue du site, le vélodrome accueillera jusqu'à 5 000 spectateurs, dont 3 800 en gradins fixes. Sa piste de 250 m de long sur 8 m de large – première de ce type au monde – sera le théâtre de compétitions nationales et internationales de très haut niveau, dont un probable championnat du monde dès 2014. Le CNC proposera également une piste de BMX couverte (une première en Europe) et une aire multifonctionnelle de près de 2 000 m². Il hébergera enfin le siège de la Fédération française de cyclisme (FFC), qui bénéficiera d'un salon olympique, d'une résidence et d'un restaurant pour les sportifs.

Le vélodrome sera également un rendez-vous pour les entreprises.
Le « cœur de piste », de 3 000 m², a été conçu pour accueillir aussi des événements « corporate ».
Et l'enceinte du vélodrome intègrera également deux salons de séminaires, le premier de 220 m² avec vue panoramique sur la piste, et le second de 200 m².

Un pôle économique majeur

Robert Cadalbert, le président de la communauté d'agglomération (CA), a insisté sur l'importance d'un tel équipement pour Saint-Quentin-en-Yvelines : « *Le vélodrome constituera un élément fondamental pour la notoriété, le développement écono-*

mique et l'offre globale de loisirs de notre territoire. » Aux abords des installations sportives, un véritable pôle économique et d'animation sera aménagé : bureaux, commerces, restaurants, hôtels, logements étudiants, chercheurs et jeunes actifs, etc. À terme, cinq cents emplois devraient y être créés. Il composera alors un élément essentiel du cœur de ville, véritable liaison avec la nature, entre le futur pôle gare de Saint-Quentin-en-Yvelines et la base de loisirs.

Quant au vélodrome en lui-même, son centre de piste et ses espaces annexes, totalement modulables, permettront – outre des activités sportives scolaires ou de clubs – la tenue d'événements culturels ou associatifs (concerts, marchés de Noël…) et de rencontres économiques (séminaires, conférences, colloques…). Au total, une cinquantaine de rendez-vous y sont prévus chaque année, dont une quinzaine de manifestations sportives, culturelles ou économiques majeures. Une offre « club » proposera des conditions d'accès privilégiées aux entreprises saint-quentinoises (organisation d'événements, locations de salons…).

Arnaud Thomelin

Retrouvez plus de photos et le film de présentation du projet sur www.saint-quentin-en-yvelines.fr/ velodrome

Bureaux, commerces, restaurants, hôtels, logements pour étudiants, chercheurs et jeunes actifs… Aux abords des installations sportives, un véritable pôle économique et d'animation sera aménagé.

Un budget équilibré

Pour la construction du vélodrome, l'offre du groupement retenu propose une enveloppe prévisionnelle de 74 millions d'euros pour le projet, qui comprend le vélodrome, la piste de BMX, l'aire multifonctionnelle et l'hébergement hôtellerie des sportifs.

D'ici à la livraison, prévue début 2013, 53,45 millions d'euros de ces 74 millions seront réglés. Les partenaires financiers (État, région, département et communauté d'agglomération) verseront 13,36 millions d'euros chacun.

Les quelque 20 millions d'euros nécessaires seront compensés par les recettes foncières de la vente des terrains qui serviront à la construction du projet annexe (bureaux, commerces, logements étudiants, etc.), estimées à 12 millions d'euros ; par les recettes foncières des opérations d'aménagement ultérieures, estimées à 4 millions d'euros ; par l'achat sur trente ans de son siège par la Fédération française de cyclisme (FFC), estimé à 5 millions d'euros.

L'exploitation du vélodrome (organisation d'événements, maintenance, personnel…) sera, comme le veut un partenariat public-privé, confiée pendant trente ans au groupement.

Salon

Saint-Quentin au Mipim

L'agglomération sera présente à Cannes, du 16 au 19 mars 2010, au prochain Mipim, le premier salon international de l'immobilier. L'occasion pour le territoire de mettre en avant ses projets, en particulier le vélodrome (*lire page 34*), la candidature du Golf national à la Ryder Cup 2018 (*lire page 9*), et le parc Omega, grand parc d'affaires de nouvelle génération développé par CFC développement.

Rencontres

Saint-Quentin rejoint le club Écoquartier

Le ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer a dévoilé, le 4 novembre, les lauréats de son concours « Écoquartier ». Le projet de Saint- Quentin-en-Yvelines concernant le pôle gare est retenu dans le « club opérationnel Écoquartier ». Réseau d'échanges et de diffusion des bonnes pratiques, ce club aura également pour mission d'élaborer les futurs référentiels Écoquartier. Ses membres pourront aussi bénéficier d'une assistance technique.

Zone franche urbaine

Forum économique

Comment profiter des atouts d'une Zone franche urbaine au cœur du pôle économique de Saint-Quentin-en-Yvelines ? À l'occasion de l'ouverture, début février, de la pépinière d'entreprises Promopole Merisiers, un forum économique est organisé par la ville de Trappes et la communauté d'agglomération pour informer les chefs et créateurs d'entreprises sur le potentiel de développement à l'ouest du territoire. Seront notamment présents des représentants de l'URSSAF, des impôts et de la Maison de l'entreprise, le 28 janvier au matin dans l'auditorium de l'école de musique de Trappes.
Tél. : 01 30 16 17 63

Université

Une nouvelle fac de médecine en 2012

La nouvelle faculté de médecine de Saint-Quentin-en-Yvelines sera opérationnelle en 2012. Un partenariat public-privé (PPP) a été signé le 20 novembre avec Bouygues pour la construction de ce bâtiment emblématique, qui accueillera 1 200 étudiants et 250 chercheurs.

C'est une date historique pour la formation et la recherche médicale francilienne, mais aussi pour le développement du cœur de ville de Saint-Quentin-en-Yvelines. Depuis sa création, en 1968, l'unité de formation et de recherche (UFR) Paris Ile-de-France Ouest, rattachée en 2001 à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ), attendait de disposer pour ses équipes, réparties dans toute l'Ile-de-France, de locaux dignes de ses missions. Ce sera chose faite en 2012, avec l'ouverture d'un ensemble immobilier de 14 000 m², en face du centre commercial SQY Ouest, à Montigny-le-Bretonneux. Celui-ci accueillera, dès la rentrée 2012, 1 200 étudiants et 250 chercheurs.

Partenariat public-privé

Une convention de financement avec l'État et un contrat de partenariat public-privé (PPP) avec la société de projet Origo a été signée le 20 novembre, dans les locaux de l'UVSQ, pour la construction de ce nouveau bâtiment. Origo est un groupement dont les actionnaires sont des filiales de Bouygues Construction (Bouygues Bâtiment Ile-de-France, Sodéarif et Exprimm), ainsi que le fonds SEIEF et Dexia Crédit Local. Il se voit confier par l'État et l'université une partie du financement, la conception, la construction et l'exploitation de l'immeuble pour une durée de vingt-cinq ans. En contrepartie, l'université versera des loyers trimestriels.

Un immeuble « bioclimatique »

Le futur site disposera de trois amphithéâtres, de dix salles d'enseignement, de bureaux de recherche et de laboratoires de pointe en épidémiologie, biologie, génétique et santé publique, ainsi que d'une cafétéria et d'un parking de 240 places.

© DR

Certifié HQE label BBC (bâtiment basse consommation), l'immeuble bénéficie également d'une conception « bioclimatique », avec un traitement différencié des façades selon leur orientation et leur environnement : végétalisée à l'Ouest, bois et minérale au Nord, verre et bois face au centre-ville, plus discrète avec des brise-soleil au Sud. Le projet participera aussi à la mise en valeur des berges du Canal, en intégrant la sculpture *Méta* de Nissim Merkado. Un parti pris architectural novateur (signé Bernard Rémon) pour un bâtiment emblématique, mettant en valeur l'entrée du cœur de ville de Saint-Quentin-en-Yvelines.

En chiffres

Le montant total du projet s'élève à 43,8 M€ HT, subventionné à hauteur 10 M€ par l'État, de 7 M€ par le conseil général des Yvelines et de 6 M€ par la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines – qui a également cédé à l'euro symbolique le terrain à l'université, estimé à 3 M€. Un loyer annuel de 3,8 M€ TTC sera versé au groupement Origo.

Inauguration

Une vitrine de la construction durable

La première pierre du futur siège d'ETDE, filiale électricité et maintenance de Bouygues, a été posée le 22 octobre, dans le cœur de ville de Saint-Quentin-en-Yvelines. Un immeuble qui intègre de multiples innovations pour des performances énergétiques exceptionnelles.

« *Nous avons voulu faire de ce bâtiment une véritable vitrine de la construction durable, qui préfigure l'avenir* », explique Yves Gabriel, PDG de Bouygues Construction. Il ne s'agit pas pour autant d'un immeuble « expérimental », mais au contraire d'un bâtiment réaliste, qui servira désormais de référence pour les différents projets conçus et réalisés par Sodéarif, la filiale immobilière de Bouygues. Conçu par l'architecte Hubert Godet, ce bâtiment de 11 000 m² en R + 7, situé avenue du Centre, à Montigny-le-Bretonneux, accueillera fin 2010 les 600 salariés du siège d'ETDE, la division génie électrique, thermique et facility management du groupe. Il sera également doté d'un restaurant interentreprises et d'un parking sur trois niveaux en sous-sol avec près de 250 places.

L'enveloppe du bâtiment a été optimisée avec une isolation par l'extérieur, des doubles vitrages et une double façade pour assurer une protection solaire extérieure.

Innovations et performance

Cet immeuble bénéficiera des labels HQE (haute qualité environnementale) et BBC Effinergie (bâtiment basse consommation, en cours de labellisation). Mieux, il ne consommera que 35 kWh/m²/an d'énergie primaire, alors que la réglementation thermique actuelle (RT 2005) impose un maximum de 180 kWh/m²/an et que le seuil de la « basse consommation » se situe à 70 kWh/m²/an. Pour obtenir de telles performances, le groupe Bouygues n'a pas lésiné sur les innovations. L'enveloppe du bâtiment a d'abord été optimisée avec une isolation par l'extérieur, des doubles vitrages très performants et une double façade (avec résille métallique perforée) pour assurer une protection solaire extérieure. L'éclairage, utilisant des ampoules basse consommation, sera réglable en fonction de l'occupation et de la luminosité naturelle. En hiver, la récupération de l'énergie de la ventilation et un système de chaudière à granulés de bois permettront de produire de la chaleur. Et l'été, la fraîcheur sera obtenue grâce à une surventilation nocturne et à une machine transformant en eau glacée l'eau chaude produite par des panneaux solaires. Enfin, une gestion technique centralisée (GTC) très performante permettra de gérer de manière fine les consommations du bâtiment.

Cette réalisation exemplaire permet à Bouygues Construction de renforcer sa position sur le marché de la construction durable et à Saint-Quentin-en-Yvelines d'apparaître à la pointe dans ce domaine.

Michel Bazan

Challenger, une rénovation ambitieuse

Partant du constat que l'enjeu d'économies d'énergie et de rejet de gaz à effet de serre est plus important pour les bâtiments existants que pour les nouveaux immeubles basse consommation, Yves Gabriel, PDG de Bouygues Construction, a annoncé un plan d'investissement de plus de 100 millions d'euros pour la rénovation de Challenger, le siège de Bouygues Construction à Saint-Quentin-en-Yvelines. Il s'agira d'abord d'optimiser les consommations d'énergie, avec notamment un programme de panneaux solaires. Mais le groupe profitera également de l'occasion pour améliorer l'ergonomie de ses locaux et le confort de travail de ses salariés.

Banque populaire

Chronique d'une rénovation exemplaire

Sorti de terre en 1983 dans le quartier du Pas-du-Lac, le siège de la Banque populaire Val de France vient d'être entièrement réhabilité et réaménagé. Un projet particulièrement réussi qui montre bien que certains immeubles des années 80 peuvent être rénovés avec bonheur.

La première motivation était d'ordre technique. Il s'agissait d'abord de mettre aux normes un immeuble de vingt-cinq ans. Mais le cahier des charges prévoyait aussi, voire surtout, une adaptation des espaces conciliant postes de travail agréables et fonctionnement en équipe. Il s'agissait de favoriser la création d'une dynamique interne, en symbolisant le passage à une nouvelle culture d'entreprise. Dit autrement, l'enjeu consistait à passer d'un bâtiment « inerte », très fortement marqué par les codes des années 80, à un bâtiment « dynamique », véritable vitrine des années 2000...

« Cette rénovation est avant tout le fruit d'un travail d'équipe », explique Francine Bienaimé, directrice de l'organisation générale de l'entreprise et responsable du projet en interne. *« Chacun a apporté ses compétences pour bâtir un projet partagé. En amont, nous avons analysé les besoins des collaborateurs dans leur travail au quotidien et dans les échanges qu'ils ont entre eux et avec les autres services. Nous avons ensuite demandé aux architectes de réaliser un travail d'architecture intérieure.*

Exprimer la transparence

Au-delà du fonctionnel, nous voulions disposer d'espaces agréables, dans lesquels on ait envie de travailler, où il soit plaisant de circuler, et qui favorisent la communication. Nous avons également souhaité rompre avec les codes classiques d'un siège de banque en demandant aux architectes de se lâcher, pour privilégier la modernité et l'originalité. »

Le travail d'architecture intérieur a permis de créer des espaces agréables et facilitant la communication.

A gauche : avant. Construit en 1983, le siège de la Banque populaire Val de France avait besoin d'une sérieuse rénovation.

A droite : après. Cette rénovation fait la part belle à la transparence avec, à l'entrée, un grand hall de verre.

« L'idée était de développer l'échange, la communication, et d'amener de la transparence, de la circulation, ainsi que des éléments remarquables dans l'aménagement », renchérit Bruno Valode, l'un des deux architectes en charge du projet. *« Grâce à la maille inox, les espaces de travail sont séparés des circulations sur le plan phonique, tout en permettant aux collaborateurs de communiquer visuellement. Nous voulions également proposer des événements, comme les salles de réunion en forme de coques de bateau ovales, les murs inclinés, les murs lumineux en face des ascenseurs sur les paliers… Il fallait absolument se dégager de la forme très rigide, très cubique, du*

bâtiment ; d'où les formes courbes et les murs inclinés qui permettent de créer des chemins différents. » Chacun des cinq étages est associé à une couleur : on sait donc intuitivement où l'on se trouve.
Cet aménagement s'est étalé sur un peu plus de quatre ans, et en cinq phases. Le site étant occupé, le travail a été réalisé étage par étage. Le grand chantier de rénovation portait sur 13 500 m² (dont 1 000 m² construits à cette occasion). Il a nécessité un investissement d'environ 20 millions d'euros (HT).
« *Il fallait également traiter l'extérieur du bâtiment pour redonner à l'entrée du siège une certaine prestance,* ajoute Bruno Valode. *Pour amener un volume vitré, ouvert, et qui donne l'échelle du bâtiment, nous avons fait un vrai pari, avec un volume légèrement fuyant, taillé en biais.* » Un grand hall de verre et de béton blanc d'une hauteur de deux étages et une agence bancaire ont ainsi été conçus à l'entrée, laissant entrer la lumière, conformément à la volonté de la banque d'exprimer la transparence de son fonctionnement. Sur l'architecture d'origine, une façade a été recréée avec des profils pare-soleils en métal, des murs et des toitures végétalisées… Pour un projet également placé sous le signe du développement durable. « *Nous avons installé une gestion technique centralisée (GTC)* », explique Christophe Grandamas, responsable des immeubles de la banque. « *Cela nous permet de régler l'éclairage et la climatisation des différentes zones du bâtiment (bureaux fermés, open spaces, salles de réunion, etc.) en fonction de leur occupation. Avec, à la clé, des économies d'énergie.* »

Michel Bazan

Développement durable

Démolition / reconstruction, acte I

Pour certains bâtiments tertiaires obsolètes, impossibles à rénover, la meilleure solution consiste à démolir puis à reconstruire. Première opération du genre à Saint-Quentin, le Newton III, dans le quartier du Pas-du-Lac, sera bientôt remplacé par un nouvel immeuble baptisé Delta.

Construit au milieu des années 70, l'immeuble Newton III a vécu. Auparavant occupé par Sodexo, il ne correspondait plus aux standards actuels ni aux exigences des entreprises. Sa démolition a commencé le 21 octobre dernier. Sur ses cendres naîtra un immeuble de nouvelle génération développé par le promoteur CFC Développement. Cette première opération de démolition / reconstruction s'intègre dans la politique de développement durable de la communauté d'agglomération (CA) et contribue à renforcer la compétitivité de l'offre immobilière du territoire.

Un pari sur l'avenir

« *En tant qu'aménageur, la CA peut mettre en place des dispositifs de remembrement foncier et de modification de droit des sols, afin de permettre à des promoteurs, qui vont racheter des bâtiments obsolètes, de rentabiliser des opérations de démolition / reconstruction* », explique Thierry Cazes, directeur du développement de la CA.

« *Du fait de la crise, le prix du foncier augmente et le prix du bâti diminue, rendant ce type d'opération plus intéressant qu'auparavant* », souligne de son côté Didier Wauquiez, directeur de CFC Développement. « *Même si nous surpayons le foncier, nous faisons un pari sur l'avenir, le parc d'activités du Pas-du-Lac étant destiné à devenir la* "mini Défense" *de Saint-Quentin-en-Yvelines.* »
Livré au premier trimestre 2011, le nouvel immeuble, d'une surface de 6 000 m² en R+4, a pour ambition de faire la différence – « le delta », d'où son nom – sur le plan des performances énergétiques et de l'optimisation de l'espace de travail. L'objectif visé est d'atteindre une consommation maximale de 50 à 60 kWh/m²/an, sans apport extérieur de type cellules photovoltaïques. D'une surface moyenne de 1 000 à 1 200 m², les plateaux de bureaux permettront d'accueillir jusqu'à cent collaborateurs pour une implantation en open space. Idéal pour le *back-office* d'une société parisienne ou le siège social d'une entreprise de taille moyenne. D'autant que les loyers « prime » pratiqués à Saint-Quentin-en-Yvelines restent très compétitifs…

La démolition du Newton III donnera bientôt naissance au nouvel immeuble Delta.

Sodexo

Performance énergétique garantie

L'immeuble Canopée, nouveau siège social de Sodexo, dans le quartier de la Redoute-de-Bouviers, affiche des performances énergétiques remarquables, grâce à une nouvelle technologie développée par le constructeur GA.

« *Nous nous sommes engagés contractuellement auprès de Sodexo à ce que l'immeuble consomme au maximum 40 kWh/m²/an pour le chauffage, la climatisation et la ventilation, et 15 kWh/m²/an pour l'éclairage* », explique Robert Dagrassa, président de GA Entreprise. « *Si la consommation est supérieure, c'est nous qui payons la différence.* » Pour garantir ces résultats, le constructeur s'appuie sur sa technologie Gapéo (Gestion active de la performance énergétique par ordinateur), qui combine une gestion technique centralisée (GTC) et divers équipements innovants.

Quelque 86 compteurs, installés dans le bâtiment, permettent de mesurer tous les paramètres de gestion des énergies et des fluides, de la consommation d'électricité d'un bureau au chauffage d'un plateau. La GTC assure le pilotage de l'immeuble et contrôle l'utilisation des équipements en fonction des conditions d'occupation. Objectif, fournir l'énergie à l'endroit et au moment où elle est nécessaire.

Le nouveau siège social de Sodexo France est un immeuble transparent de 18 000 m², avec plus de 90 % d'open spaces.

Objectif zéro gaspillage

Côté équipements, les luminaires permettent de régler l'intensité en fonction de la luminosité ambiante. Un double vitrage original, avec une lame d'air de 5 cm et un store intégré, permet de réduire de 6 °C la température intérieure sur les façades exposées au soleil en été. « *Comme on n'a pas le droit de climatiser en dessous de 26 °C, la clim ne sera nécessaire que pour des températures extérieures supérieures à 32 °C* », précise Robert Dagrassa. Pilotés par la GTC, les stores sont abaissés tous les soirs à 20 h 30 et se lèvent à une heure déterminée par les saisons et l'orientation du bureau. Des pompes à chaleur individuelles assurent le chauffage et la climatisation. Chaque utilisateur règle la température voulue, mais s'il est absent, l'appareil se met automatiquement en veille. Avec, là encore, toujours le même objectif : zéro gaspillage.

Transparence et convivialité

Inauguré le 14 octobre dernier, le nouveau siège social de Sodexo France est un immeuble transparent de 18 000 m² (avec plus de 90 % d'open spaces). Conçu par l'architecte Jean-Paul Viguier et certifié HQE (haute qualité environnementale), il accueille 900 salariés. Il est doté d'un restaurant d'entreprises de 800 m² équipé d'une cuisine expérimentale, de salons VIP et de douze espaces de convivialité destinés aux salariés. Le bâtiment compte également deux terrasses paysagères… et un potager, alimenté par la récupération des eaux de pluie.

AVENIR EUROPE TAXI

Saint-Quentin-en-Yvelines

Entreprises - Particuliers

TAXI

Lieux de stationnement :

Montigny-le-Bretonneux
Voisins-le-Bretonneux
Magny-les-Hameaux
Guyancourt
Élancourt
Maurepas
Trappes
La Verrière
Coignières

Hôpitaux

Aéroports

Gares parisiennes

France
Europe
24 h / 24 h
7 jours / 7

Plus de 45 véhicules à votre service - Breaks, Monospaces, Berlines

Paiement par espèces, cartes bancaires et Amex / sur réservation

www.ae-taxi.fr

01 30 43 48 48 **01 30 64 49 49**

Formation continue, CCI de Versailles Val-d'Oise / Yvelines

Partenaire de vos compétences

Formations interentreprises ou sur mesure

dans vos locaux ou dans notre centre de formation de Montigny-le-Bretonneux

85 % des entreprises leaders sur leur marché forment leurs équipes sur les thématiques suivantes :

- Langues - Développement international
- Direction d'entreprise et management
- Gestion des ressources humaines et des compétences
- Communication - Efficacité professionnelle
- Marketing - Vente - Achats - Relations clients
- Comptabilité - Gestion - Finance - Fiscalité
- Bureautique et systèmes d'information
- Sécurité, hygiène et conditions de travail
- Qualité - Environnement - Production - Logistique
- Développement personnel et vie pratique
- Bilan de compétences

Nous en avons fait nos spécialités.

Nos formations sont éligibles au titre du DIF (droit individuel à la formation), du plan de formation et de la période de professionnalisation.

N°Azur 0 810 078 095
PRIX D'UN APPEL LOCAL

www.formationcontinue.versailles.cci.fr
www.dfce.versailles.cci.fr
fpcinfo@versailles.cci.fr

CCI
Chambre de commerce et d'industrie
Versailles Val-d'Oise / Yvelines

Insertion

Les Jardins de Cocagne cultivent la solidarité

Le Jardin de Cocagne qui s'installe à Magny-les-Hameaux est l'un des plus importants de ce réseau national qui allie insertion par le travail, agriculture bio et circuits courts de distribution.

Qui aurait pu croire qu'en ouvrant en 1991 le premier Jardin de Cocagne à quelques kilomètres de Besançon, Jean-Guy Henckel, éducateur spécialisé, inventerait un nouveau type d'économie sociale et solidaire. En favorisant l'insertion par l'économique, ce petit jardin a redonné confiance à des personnes en situation précaire tout en cultivant, avant l'heure du développement durable, des produits biologiques respectueux de l'environnement. Appelé Jardin de Cocagne, il a depuis essaimé : on en compte près d'une centaine en France. Dernière (im)plantation en date : celle de Saint-Quentin-en-Yvelines, à la Ferme de Buloyer de Magny-les-Hameaux.

Jeunes pousses en insertion

Solidaire, ce jardin emploiera des personnes en difficulté : allocataires des minima sociaux, sans revenus, sans domicile, chômeurs de longue durée… Pour eux, le travail au jardin est une étape pour se reconstruire et trouver des repères sociaux et professionnels. Ici, on privilégie l'autonomie à l'assistance : le travail est au cœur du processus d'intégration. Encadrés par des professionnels, maraîchers et travailleurs sociaux, les apprentis jardiniers apprennent un métier, retrouvent confiance en eux avant de voler de leurs propres ailes sur le marché du travail.

Ce jardin maraîcher de près de cinq hectares produira des légumes 100 % bio qui seront distribués sur le marché local. En cela, il a un double intérêt pour Saint-Quentin : *« D'une part, il introduit la culture bio sur le territoire et l'alimente directement en légumes sans circuit de distribution annexe. Cette production maraîchère de proximité évite les transports de marchandises coûteux et polluants et va dans le sens du développement durable. D'autre part, il permet l'insertion locale de personnes en difficulté »*, plaide Bruno Lecerf, à la communauté d'agglomération. Cette dernière a largement appuyé les promoteurs du projet en mettant à leur disposition la Ferme de Buloyer (en bail). L'idée d'en faire « le » jardin périurbain de la ville nouvelle, qui pourrait produire du bio à plus grande échelle en favorisant la polyculture, commence à germer. Pour l'heure, le jardin prend ses marques : il devrait accueillir cinq salariés en février et près de vingt-cinq jardiniers au total. En avril, des serres devraient être construites et les légumes en sortiront quelques mois plus tard. Les premiers paniers de produits frais seront distribués cet été.

© C. Lanté

Bruno Lecerf, de la communauté d'agglomération : *« Ce jardin introduit la culture bio sur le territoire et l'alimente directement en légumes sans circuit de distribution annexe. »*

www.reseaucocagne.asso.fr

Élisabeth Charle

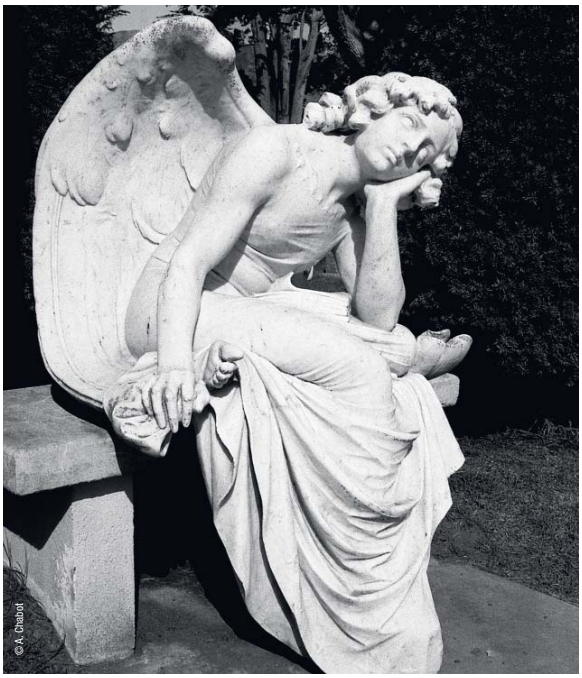
Devenez des « consommacteurs » !

La force des Jardins de Cocagne est de s'appuyer sur des partenaires institutionnels et économiques locaux, et sur un réseau d'adhérents qui ne sont pas des consommateurs quelconques. Le principe est simple : vous payez une adhésion forfaitaire à l'année (une « part » légumes) et vous récupérez, chaque semaine, un panier composé en fonction des saisons (en moyenne six légumes différents) et du nombre de personnes de la famille. Cet été par exemple, vous retrouverez dans votre panier concombres, salades, pommes de terre, tomates, aubergines et courgettes.

Exposition

La mort vous va si bien

Depuis plus de trente ans, il parcourt les cimetières et témoigne du patrimoine funéraire mondial à travers plus de 165 000 photographies. Il fabrique également des œuvres, même s'il ne se définit pas comme un sculpteur mais comme un « assembleur de choses ». Quelqu'un qui met en scène les objets rituels de la mort pour renverser les tabous. Cercueils dans les airs, hamacs, ailes blanches noircies… André Chabot présente une vingtaine de « cercueils » d'hommes reconnus pour leurs convictions. Diogène, Diderot, Freud, Ferré… Il rend hommage, avec humour, à ces défunts chers à son cœur, au milieu desquels on peut apercevoir un petit hamac, celui de sa fille disparue. Morbide ? Point du tout. Un véritable exutoire, au contraire, pour cet artiste à la fois plasticien, écrivain, photographe, journaliste, conteur et spécialiste des rites funéraires, confronté, dans les années 70, aux décès quasi concomitants de son enfant, de sa grand-mère et de son grand-père. Depuis, il conjure sa peur de la Faucheuse en la traquant pour la détourner et en rire, car *« c'est un sujet suffisamment grave pour ne pas le prendre au sérieux »*. À travers cette exposition « d'installation-photographies », il s'intéresse à un paradis imaginaire concocté à son image et où les anges sont les libres-penseurs qu'il admire et avec qui il aurait aimé boire un bon verre de vin. Bienvenue dans leurs dernières bières !



Un paradis imaginaire où les anges sont les libres-penseurs…

« Le Dortoir des anges »

Jusqu'au 27 février, du mercredi au dimanche de 14 h à 18 h, à la Commanderie des Templiers, à Élancourt – Gratuit
www.agglo-sqy.fr/expo-commanderie
www.andrechabot.com
Visites commentées sur rendez-vous (Ophélie Félix) : commanderie.des.templiers@agglo-sqy.fr

Saint-Quentin : le conte est bon

La Fête du conte de Saint-Quentin-en-Yvelines fête ses 10 ans ! Organisé par le réseau de lecture publique de l'agglomération, ce festival s'affiche comme l'un des plus importants du genre dans l'hexagone. Ce joyeux anniversaire se tiendra du 2 au 16 avril avec, au programme 40 représentations publiques, 24 spectacles, un colloque destiné aux professionnels de l'enfance, et des conteurs de renom qui se déploieront aux quatre coins de Saint-Quentin-en-Yvelines (Praline Gay-Para, Pépito Mattéo, Jihad Darwiche…). Jaloux les parents ? Alors sachez que pour la première fois, des spectacles de contes seront exclusivement destinés aux adultes à la faveur de deux soirées exceptionnelles.
Tél. : 01 30 96 96 21 (26) ou www.feteduconte.agglo-sqy.fr (dès le mois de mars 2010)

Conférences

Échanges et transports

Depuis octobre, les archives des Yvelines et le service archéologique départemental proposent un cycle de neuf conférences mensuelles gratuites sur le thème « Échanges et transports ». Préoccupation majeure des communautés humaines et l'une des conditions du développement économique, la circulation des personnes et des biens n'est pas toujours allée de soi. Comment et pourquoi s'est-elle développée ? Dans quelles conditions ? Autant de questions qui trouveront ici leurs réponses avec des spécialistes.
Un mardi par mois, à 19 h (jusqu'au 15 juin) – Gratuit
Tél. : 01 61 37 36 30
www.archives.yvelines.fr

Patrimoine

Le Ciap raconte la ville

Pour tout savoir sur la manière dont se construit et évolue une ville, une seule adresse : le Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (Ciap) installé au Musée de la ville de Saint-Quentin-en-Yvelines. Fresque pédagogique et colorée, maquettes d'œuvres, vidéos… Ici, les choses les plus compliquées semblent d'un coup devenir simples. Le secret ?
Des informations claires et précises, une scénographie étudiée, mais aussi la volonté de replacer les événements liés à la création architecturale de l'agglomération dans un contexte national. Et si la visite vous a plu, n'hésitez pas à grimper les marches pour découvrir l'exposition consacrée aux quatre-vingts œuvres d'art public qui jalonnent la ville : « L'art public à Saint-Quentin-en-Yvelines : des œuvres qui ne manquent pas d'air ! »

Musée de la ville – Gratuit
Tél. : 01 34 52 28 80
www.museedelaville.agglo-sqy.fr

En scène !

Chaud-froid pour les gourmets de la culture

De la fraîcheur de février aux premières chaleurs de mai, les salles saint-quentinoises font doucement grimper le mercure autour d'un florilège d'invités prestigieux. Christophe Honoré, Emmanuelle Devos, Claude Rich, Didier Bezace, Pierre Arditi, China Moses ou l'Orchestre national d'Ile-de-France… Ambiance.

THÉÂTRE

DU 17 AU 20 FÉVRIER

Angelo, Tyran de Padoue

Le réalisateur Christophe Honoré, connu du grand public pour son film *Les Chansons d'amour* (et plus récemment *Non ma fille, tu n'iras pas danser*, avec Chiara Mastroianni) verse aussi dans le théâtre. Il s'illustre ici avec un drame romantique de Victor Hugo et une distribution exceptionnelle (Emmanuelle Devos, Clotilde Hesme…). L'histoire ? Elle nous parle autant d'amours contrariées que de la chute d'un tyran ou de l'« absolutisme et [de l'] érotisme du pouvoir de l'homme sur la femme ». Bref, un récit à tiroirs et une création prometteuse, présentée cet été au Festival d'Avignon.

17, 19 et 20 février à 20 h 30, le 18 à 19 h 30, au Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines

18 FÉVRIER

Le Médecin malgré Lui

Quand Jean-Claude Berutti adapte Molière, l'écho du contemporain n'est pas très loin. C'est ainsi qu'un sans domicile fixe se retrouve estampillé « expert » au milieu des bien-pensants et des nantis. L'imposture comme méthode pour arriver ? Attention aux éventuels retours de bâton. Nanti social tu perds ton sang froid…

20 h 30 à la Ferme de Bel-Ébat

28 MARS

Le Diable rouge

Sept nominations et deux Molières (de la décoration et de la création lumière) ! Cette pièce d'Antoine Rault, mise en scène par Christophe Lidon, nous parle des jeux de pouvoir d'hier et d'aujourd'hui à travers l'exemple de Mazarin qui, au sommet de sa gloire mais à la fin de sa vie, poursuit l'éducation du jeune Louis XIV sous le regard d'Anne d'Autriche et d'un Colbert impatient. Costumes, décors, comédiens… Tout est ici réuni pour incarner l'aventure que le mot « théâtre » représente aux yeux du grand public. Avec Claude Rich en Mazarin et Geneviève Casile en Anne d'Autriche.

19 h au Prisme

DU 9 AU 15 AVRIL

Les Fausses Confidences

Un Marivaux mis en scène par Didier Bezace (homme de théâtre et de cinéma, directeur du centre dramatique national d'Aubervilliers), c'est forcément un événement. Entre vraies et fausses confidences, un valet aide son maître sans le sou à obtenir ce qu'il veut : la main de la riche veuve. Un texte ciselé, Pierre Arditi en tête d'affiche, brillamment épaulé par Anouk Grinberg et Isabelle Sadoyan. On en salive d'avance…

Les 9, 10, 13 et 14 avril à 20 h 30, le 11 à 16 h et le 15 à 19 h 30, au Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines

MUSIQUE

6 FÉVRIER

China Moses

Présentatrice sur une chaîne musicale, elle est la fille de la chanteuse Dee Dee Bridgewater et du réalisateur Gilbert Moses. Mais elle est avant tout une chanteuse extraordinaire dont la voix récolte tous les suffrages. Après s'être illustrée dans le hip-hop, elle rend hommage à Dinah Washington, chanteuse américaine de blues, jazz et gospel, avec l'album *This one's for Dinah*. Un beau timbre soul, made in France.

21 h au Prisme

16 MARS

Le Quatuor : Corps à cordes

Ces quatre-là (Jean-Claude Camors et Laurent Vercambre au violon, Pierre Ganem à l'alto et Jean-Yves Lacombe au violoncelle) connaissent la musique ! Il faut dire qu'ils accordent cordes et humour avec brio depuis moult années. Ce soir, ils revisitent Bach, Mozart, Beethoven, mais aussi le jazz, le rock, la variété et même le rap, avec leur légendaire jeu de scène tout à fait décalé. Une performance musicale, un répertoire très riche, une poésie certaine et un talent comique indispensable.

21 h au Prisme

19 MARS

Omara Portuondo

Diva de Cuba, surnommée « la Billie Holiday de l'île », elle est l'une des plus célèbres voix du fameux Buena Vista Social Club. *Gracias*, son dernier album, nous donne l'occasion de découvrir un nouveau répertoire entre jazz, rumba, filin, bossa-nova et boléro. Une légende à découvrir de toute urgence.

21 h au Prisme

27 MARS

Orpheus

Attention ! Première en France pour cet opéra en italien, français et allemand, surtitré en français. Opera Fuoco, dirigé par David Stern, poursuit ici sa redécouverte de Telemann sur une mise en scène de Jakob Peters-Messer et met en avant la subtilité de la pièce qui, en articulant savamment les langues avec les émotions, parvient à restituer au mieux l'amour, le désir, le désespoir ou la rage. On y découvrait, à l'époque de Telemann, une vision européenne inédite de l'opéra. On apprécie aujourd'hui l'efficacité de cette écriture polyglotte.

20 h 30 au Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines

DANSE

14 AVRIL

Kalam / Terre

Des tableaux tout simplement magnifiques ! Un immense mandala dessiné au sol, des projections sur écrans et deux danseurs qui se rejoignent petit à petit… Inspiré par le rituel du Kerala, en Inde du Sud, Michel Lestréhan (chorégraphe formé à la danse butô) donne ici à voir les différentes phases qui mènent de la création à la destruction. Un spectacle fascinant et très visuel, mais aussi un voyage intérieur. En partenariat avec le Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines.

20 h 30 à la Ferme de Bel-Ébat (navettes gratuites depuis le Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines)

Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines
Tél. : 01 30 96 99 00
www.theatresqy.org

Le Prisme à Élancourt
Tél. : 01 30 51 46 06
www.leprisme.agglo-sqy.fr

La Ferme de Bel-Ébat à Guyancourt
Tél. : 01 30 48 33 44
www.ville-guyancourt.fr

La Merise à Trappes
Tél. : 01 30 13 98 51
www.lamerise.com

Nicolas Gervais

L'île aux Trésors Musicaux

La troisième édition de la biennale de musique contemporaine « Ile de découvertes » est accueillie cette année par le Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines. Sous la direction de l'Orchestre national d'Ile-de-France, le public pourra ainsi écouter gratuitement, et pendant trois jours, des concerts inédits (des œuvres symphoniques seront créées en premières mondiales) et découvrir la musique contemporaine italienne. Au programme : concerts d'orchestre, opéra pour enfants, concerts d'ensembles et de musique de chambre, concerts d'élèves de conservatoires, conférences, rencontres avec des compositeurs, ateliers pédagogiques…

6, 7 et 8 mai au Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines

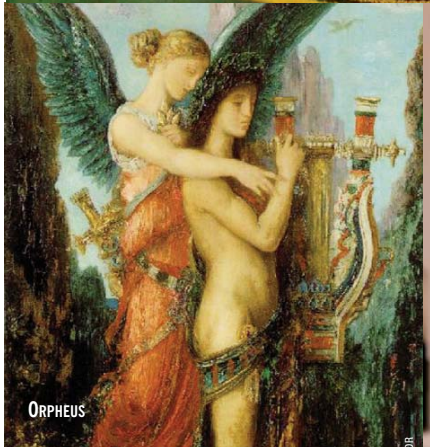
Corps à Cordes © DR

China Moses © la Filature

Le Diable Rouge © LOT

Le Médecin malgré Lui © A. Fevrier

Kalam / Terre © A. Nordman


Orpheus © DR

Angelo, Tyran de Padoue © Raynaud de Lage

Essai

BMW Série 1 116d : chasseuse de prime

La compacte du constructeur munichois s'adapte à la nouvelle donne écologique sans renoncer à l'agrément de conduite.

Cinq ans après son lancement, la Série 1, qui a permis à BMW de descendre en gamme et de toucher une nouvelle clientèle, continue de naviguer à contre-courant de sa catégorie. Alors que l'Audi A3, sa principale concurrente, s'en remet à des roues avant motrices comme l'ensemble du marché, la Série 1 reste attachée à l'architecture moteur en long et à propulsion (roues arrière motrices). Ces gènes, typiquement BMW, n'ont en rien entravé la carrière de la berline bavaroise qui peut se flatter de couvrir un large spectre de besoins, de 115 à 265 ch.

La BMW Série 1 116d concilie écologie et dynamisme sportif.

Écologie et dynamisme

Malgré un nouveau contexte où la consommation et les émissions de CO_2 comptent davantage que les performances, la Série 1 a réussi à s'adapter. Elle s'est même montrée meilleure élève que nos best-sellers français grâce à la véritable culture de motoriste des ingénieurs bavarois. Résultat : l'entrée de gamme diesel, la 116d, concilie écologie et dynamisme sportif.

Contrairement à ce que suggère sa dénomination, le 4-cylindres turbo diesel est une version dégonflée du bloc 2 litres. Il délivre 115 ch pour une consommation moyenne normalisée de 4,4 l/100 km, soit des rejets de CO_2 de 118 g/km (bonus de 700 €). Des valeurs qui sont habituellement plutôt celles d'une citadine polyvalente type Renault Clio. La performance de la 116d repose sur la technologie EfficientDynamics. Le label écolo de BMW recouvre une batterie de dispositifs : récupération de l'énergie au freinage, stop & start, pneumatiques à basse résistance au roulement et aérodynamique revisitée. S'y ajoute un indicateur de changement de rapports au tableau de bord, car suivant votre façon de conduire, vous pourrez réduire jusqu'à 30 % votre consommation.

Équilibrée, maniable et agile

Avec le temps, on s'est habitué à ses proportions inhabituelles, à ses flancs travaillés captant la lumière et le regard, et à son hayon ouvrant sur un coffre de contenance moyenne (330 litres). En installant le conducteur au milieu de la voiture, la Série 1 prend le parti de pénaliser les passagers arrière qui devront se contenter d'un accès étroit et d'un espace aux jambes taillé pour les enfants. Pointée du doigt à son lancement, la présentation a été revue notamment au niveau de la qualité perçue, mais, comme souvent chez BMW, il faudra puiser dans le vaste catalogue d'options pour enrichir une finition réduite au minimum.

Pression sur le bouton poussoir, la 116d s'ébroue dans la sonorité typique des moteurs à huile lourde. Présentes à l'arrêt, les vibrations disparaissent en roulant. On peut alors goûter la souplesse de la mécanique délivrant 260 Nm de couple entre 1 750 et 2 500 tr/min. Doté d'une belle vivacité, le moteur se fond parfaitement dans le fonctionnement du châssis bénéficiant d'une répartition des masses idéale. Équilibrée en courbe, maniable et agile, la 116d profite également d'une direction exemplaire et d'assistances à la conduite discrètes. Le confort n'atteint pas celui d'une Renault Mégane ou d'une Citroën C4, mais le compromis paraît judicieux pour exploiter l'efficacité du comportement. Reste qu'à 25 400 €, la 116d fait payer un peu cher son appartenance à la maison bavaroise.

Sylvain Reisser

À vos côtés à chaque étape de la vie de votre entreprise.

Banquier de plus d'un tiers des entreprises*.
Quels que soient vos besoins, la Banque Populaire est à vos côtés à chaque étape de la vie de votre entreprise. En mettant à votre disposition une gamme complète de produits et de services bancaires, nous vous accompagnons à tout moment, depuis la création de votre entreprise jusqu'à sa transmission : financement, gestion des flux et du poste clients, organisation des fonds propres, motivation des salariés, développement à l'international...

Contactez dès maintenant un Conseiller spécialisé :
✆ **0825 07 08 09** *(0,15 € TTC / min).*

*Entreprises de 1,5 M€ de chiffre d'affaires. Informations issues de la base de données clients Banque Populaire (09/2008).

BANQUE POPULAIRE
VAL DE FRANCE

BANQUE POPULAIRE

Banque et populaire à la fois.

www.bpvf.banquepopulaire.fr

Banque Populaire Val de France : 9 avenue Newton, 78180 Montigny le Bretonneux - N° ORIAS : 07 023 354. SIREN 549 800 373 - RCS Versailles. Crédit photo : Ian Abe

Avez-vous pensé à tout ..?

Vous souhaitez protéger vos salariés
tout en bénéficiant d'avantages sociaux et fiscaux
Vous souhaitez décider vous-même des actions de prévention

Ayez le réflexe Mutuelle !
Avec LMP

Des formules collectives compétitives et sur mesure
L'attribution d'un gestionnaire grand compte
Des reportings de suivi trimestriels
Une gamme prévoyance
Un service de proximité

LMP
Les Ménages Prévoyants

Votre mutuelle santé collective

11, rue Albert Sarraut 78028 Versailles
entreprises@menages-prevoyants.fr
Mélanie : 01 39 24 60 46

Aplus-communication